N° 2 - Octobre 1946

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

Bulletin intérieur

L'INTERNATIONALISTE

Nouvelle série de "L'ÉTINCELLE" - ORGANE DE LA GAUCHE COMMUNISTE - (Fraction Française de la Gauche Communiste Internationale)

NUMÉRO SPÉCIAL :

XXIX[e] Anniversaire de la Révolution d'Octobre 1917

PRIX : 6 Francs

Fin du premier acte

La nouvelle Constitution est sur pied : le referendum vient de donner le résultat attendu.

De « l'Humanité », journal de « la renaissance française », à « La Croix », organe des « prêtres vichyssois », en passant par « L'Aube », du « Meilleur Rempart des Profiteurs » tous ont recommandé le OUI : le premier voyait dans cette Constitution « un rempart contre la réaction », les derniers — cette même « réaction » — y voyaient une garantie contre le « désordre ».

L'argument commun à tous les grands partis a été qu'il fallait « sortir du provisoire ». Ainsi l'a prêché le Père Merklen du haut de sa chaire de « La Croix » pendant que Thorez, Bidault et Depreux approuvaient, satisfaits.

En fait, « sortir du provisoire » ne veut dire autre chose que sortir des difficultés actuelles, que poursuivre la reconstruction, que faire marcher à plein rendement la machine capitaliste d'exploitation des travailleurs. C'est d'ailleurs une formule heureuse : premièrement, elle rassure la bourgeoisie sur la bonne volonté de tous les partis de remettre en marche l'économie et d'augmenter les profits patronaux; deuxièmement, elle fait croire aux travailleurs, aux petits artisans et aux petits paysans touchés par la crise, que les difficultés actuelles ne viennent pas de la faillite du capitalisme, mais... du manque d'une Constitution !

En réalité, il n'y a pas une grande différence entre la Constitution adoptée et celle du 5 mai. Dans la bagarre qui oppose les partis, lors du premier referendum constitutionnel, il n'y avait, au fond, et en laissant de côté les motifs purement électoraux, qu'une différence d'appréciation dans la façon de reconstruire l'Etat bourgeois ébranlé par la guerre. La tendance de « droite » confie avant tout dans la puissance d'un appareil étatique au-dessus des partis pour sauvegarder les profits patronaux et opérer la concentration économique imposée par la situation d'après guerre. L'autre tendance — représentée par les partis ayant une base de masse, le P.C.F. principalement — sans s'opposer au renforcement de l'Etat, veut un Pouvoir s'appuyant principalement sur l'Assemblée et au travers de celle-ci sur le suffrage universel. Il n'y a là rien de plus « progressif » ni de plus « démocratique ». Cela signifie tout simplement que ces partis ont été jusqu'aujourd'hui capables de faire accepter aux masses les mesures les plus réactionnaires sous une enveloppe démocratique. Exemple : la production à outrance, les bas salaires, le travail au rendement, la hausse des prix, le militarisme, l'exploitation coloniale, l'étatisation des syndicats, etc. Les uns, sans une large base de masse, veulent imposer l'Ordre par en-haut, les autres — ayant cette base — préfèrent imposer ce même Ordre en le faisant d'abord tremper dans la baignoire démocratique.

Toutefois, la discussion ne pouvait se prolonger indéfiniment : les manifestations de mécontentement des travailleurs, les grèves, les revendications, indiquaient aux grands partis — dont l'influence risque de dé-

(Suite page 2, colonne 1)

POURQUOI SOMMES-NOUS ABSTENTIONNISTES ?

Parlementarisme et révolution

Depuis un an qu'avec une série interminable de referendums et d'élections la bourgeoisie s'efforce de canaliser toute la vie politique du pays vers la reconstruction de son Etat et l'aménagement de son pouvoir de classe, notre Fraction s'est constamment affirmée et maintenue sur une position intransigeante d'abstention.

Notre abstentionisme trouve sa première raison, très générale, dans la critique du Marxisme à la Démocratie et au Parlementarisme bourgeois. Nous ne nous étendrons pas sur ce point. Notre propagande n'aurait eu aucune justification si elle n'avait visé à démolir l'illusion d'une égalité politique en régime d'inégalité et d'exploitation économique ; à dénoncer la démocratie comme ce qu'elle est : une forme de la dictature du capital sur le prolétariat et un moyen puissant pour cacher aux travailleurs les rapports réels d'oppression politique et frustration économique et sociale.

Mais cela nous l'avons toujours fait ici. En cela, nous continuons tout simplement à défendre la même conception et le même programme de lutte sur lesquels, en France comme ailleurs, les révolutionnaires scissionnèrent des partisans de la transformation pacifique de la société bourgeoise : les socialistes réformistes qui abandonnaient l'action révolutionnaire au profit des marchandages électoraux. Le parti qui, naguère, fut le Parti communiste, a glissé à son tour dans le même marais. Il appelle dans ses palabres électorales le « peuple français » à défendre « la démocratie », qui est en réalité le pouvoir bourgeois. Il fournit à ce pouvoir des hommes d'Etat qui géreront ainsi les affaires du capitalisme, alors que cette gestion signifie en même temps attaque constante aux intérêts immédiats et généraux de la classe ouvrière et lutte impérialiste contre les autres Etats.

C'est parce que nous pensons qu'une telle politique constitue une honteuse et criminelle trahison du programme de classe qu'en premier lieu nous sommes abstentionnistes.

L'Opportunisme dans la question parlementaire

Mais la critique de principe que le marxisme fait de la démocratie et du parlementarisme bourgeois ne suffit pas à expliquer notre position. La meilleure preuve c'est qu'il existe le parti trotskyste qui, se déclarant en total accord avec cette critique, non seulement se présente aux élections mais y participe AVEC UNE POSITION D'APPUI A LA « GAUCHE » CONTRE LA « DROITE » (cf. le OUI-NON d'octobre 45, le OUI du referendum du mois de mai, l'appui aux candidats « ouvriers » là où ils n'y a pas de candidats trotskystes et enfin cette misérable trouvaille, ni chèvre, ni chou, du... bulletin nul !). La deuxième raison de notre abstention réside justement là : que nous nous refusons à toute politique d'appui à ces partis — P.S., P.C.F. — qui exploitent leur origine prolétarienne et l'influence qu'elle leur donne au sein des masses, à seule fin de faire accepter à celles-ci la situation de misère et les mesures de conservation sociale que, réduite au seul concours de ses partis traditionnels, la bourgeoisie n'aurait pas imposées sans dommage.

Cette appréciation du rôle des partis pseudo-ouvriers de masse se complète d'ailleurs, pour justifier notre refus, par l'appréciation qui porte sur la nature réelle de la lutte entre droite et gauche. Cette lutte, qui n'est bien souvent qu'une réclame électorale, ne signifie nullement que ce qu'on appelle « la gauche » serait partisan d'accorder aux travailleurs des améliorations matérielles et une liberté d'action que la droite leur refuserait : car c'est justement la gauche qui exige le plus fort que la classe ouvrière intensifie son effort de production et c'est également elle qui fait la police dans les syndicats et les usines. Elle signifie encore moins que cette gauche voudrait donner une orientation socialiste à la politique du gouvernement à laquelle la droite s'opposerait : car les mesures que l'on tend en général à faire passer pour anticapitalistes et progressives, les nationalisations, ne portent, en fait, aucune atteinte aux privilèges de la bourgeoisie. Ces nationalisations constituent, au contraire, un renforcement du capitalisme contre la crise économique et contre les répercussions qu'elle pourrait avoir en provoquant des mouvements révolutionnaires. Et la meilleure preuve de cette affirmation n'est-ce pas l'application de ces mesures par les partis fascistes en Allemagne et en Italie ?

Nous ne nous étendrons pas plus longtemps sur ce point que nous avons souvent développé ici. Nous ferons seulement remarquer que lorsqu'on reconnaît une nature progressive à certains courants de la démocratie capitaliste actuelle, on rejette en fait la critique marxiste qui a bien établi que cette démocratie est devenue réactionnaire depuis que l'ouverture de la crise générale et permanente du système bourgeois a fait surgir devant elle la menace de la prise du pouvoir par le prolétariat.

Deux abstentionnismes

Voilà les raisons de principe qui sont à la base de notre position d'abstention face à toutes les consultations électorales. L'anarchisme toutefois nous reproche de n'être pas « abstentionnistes par principe ».

Mis de côté le parlementarisme classique, mis également de côté l'opportunisme de l'appui électoral aux partis « ouvriers » de compromis, il reste, en effet, le « parlementarisme révolutionnaire ». Des exemples dans l'histoire en sont donnés par la fraction bolchévique à la Douma, avant 17, et surtout par Liebneckt votant au Reichstag contre les crédits de guerre et payant son attitude internationaliste par l'emprisonnement. C'est cette tradition-là que la III[e] internationale se proposa de continuer face et contre la parlementarisme bourgeois et réformiste, lorsqu'elle se prononça pour une tactique de participation des partis communistes aux élections.

Aujourd'hui, nos camarades d'Italie — le Parti Communiste Internationaliste — ont pensé devoir reprendre cette position du vieux mouvement communiste. Ils se sont présentés aux élections municipales et législatives sur la base de la dénonciation du PARLEMENTARISME ET DE LA DEMOCRATIE CAPITALISTE et d'une INDEPENDANCE ABSOLUE VIS-A-VIS DE LA GAUCHE SOCIALO-COMMUNISTE. Pratiquement cela s'est traduit par le fait que, dans leur propagande, ils ont déclaré aux ouvriers qu'en votant pour le Parti Communiste Internationaliste ils ne feraient rien d'autre qu'une protestation contre les mensonges démocratiques et la politique de tous les partis de la droite à la gauche. Ils ont également proclamé que cette protestation ne pourrait trouver des suites positives et le mécontentement qui l'inspire des solutions dans une action parlementaire du parti, mais seulement dans la lutte armée pour la destruction du pouvoir bourgeois. La position de nos camarades n'a donc rien à voir ni avez celle du trotskysme (qui, outre ce que nous avons déjà dit, fait fleurir les illusions dans des solutions « transitoires » entre le régime capitaliste et le régime prolétarien) ni à plus forte raison, avec celle des socialo-« communistes ».

Nous n'avons aucune honte à concéder aux anarchistes que, en effet,

(Suite page 2, colonne 5)

LE VRAI SCANDALE

M. Gouin est — paraît-il — compromis dans le scandale du vin. La presse de « droite » accuse ; moralise, crie à la corruption ; celle de « gauche » en fait autant ; les socialistes eux-mêmes « exigent toute la lumière ». Nous sommes bien tranquilles : la lumière restera au fond du puits ! Ce qui n'empêchera tout de même pas les tribuns de tous les partis de faire de ce scandale un beau sujet de campagne électorale.

En réalité, où est le scandale ? Tout le monde sait parfaitement (et les bourgeois mieux que personne, puisqu'ils en sont les bénéficiaires) que les trafics, le marché noir, la corruption et les pots-de-vin, font partie de la vie même de toute bourgeoisie qui se respecte. Enumérer les scandales — et nous parlons seulement de ceux qui ont été rendus publics — dont est remplie l'existence de l'Etat français serait une tâche interminable. Aussi bien la « droite » que la « gauche », aussi bien la III[e] République que Vichy ou que le régime actuel en ont été infectés jusqu'à la moelle des os.

Il n'y a là rien d'étonnant : car le principe du profit sur lequel le capitalisme lui-même est fondé, n'est-il pas le principe du travail non-payé ? le commerce et les affaires ne signifient-elles pas la concurrence, l'écrasement par tous les moyens des petites entreprises au profit des grandes, la spoliation des consommateurs, les coups de Bourse, etc. ?

Tous les régimes fondés sur le principe du profit capitaliste, tous les partis qui défendent ces régimes *sont des récipients où la corruption fleurit.* Et même ceux, parmi ces partis, qui avaient commencé leur existence politique par des proclamations démagogiques contre la corruption ! Les « puritains » nazis qui dénonçaient, avant 1933, les scandales de la République de Weimar, ne se sont-ils pas plongés, une fois au pouvoir, dans les orgies et les vols organisés aux caisses de l'Etat ? La « démocratique » Amérique elle-même est le pays où tout s'achète et tout se vend : en commençant par la vertu des chefs de la police et en allant jusqu'à celle des sénateurs.

Quant à la France, les députés, les généraux et les ministres ont toujours été, dans une proportion de 99 %, les hommes de paille, qui dans les conseils d'administration, couvrent les affaires louches des trusts.

Le fait que des ministres ou des dirigeants de « gauche » suivent aujourd'hui le même chemin, ne peut étonner que les naïfs ou les hypocrites. Quand on est chez les bourgeois il faut faire comme eux ; on devient comme eux. Et il n'y a pas de tactique qui vaille pour empêcher les pneumatiques, les vins ou les légumes d'aller au marché noir !

Nous ne pousserons donc pas les hauts cris avec la meute répugnante des journalistes bourgeois. Pour nous, il y a un seul scandale, celui qui est à la base de tous : *l'existence du régime capitaliste.*

Ce régime qui organise des tueries tous les vingt ans pour conquérir des marchés, qui massacre les indochinois ou les grecs pour protéger les comptes-courants des capitalistes de la City et de la Banque d'Indochine.

La presse bourgeoise veut nous faire croire qu'il suffirait d'épurer de mettre dehors les administrateurs véreux pour que tout aille bien. Ne vous laissez pas tromper ! *On n'épure pas un cadavre : on l'enterre.*

"LEUR" POLITIQUE

Crétinisme parlementaire

On sait que les trotskystes ont appelé les travailleurs à déposer un bulletin nul dans l'urne à l'occasion du referendum constitutionnel.

Nous nous sommes d'abord demandé s'ils avaient fini par comprendre quelque chose au problème des élections. Mais ce n'était pas le cas : il ne s'agissait pas d'une opposition de principe à toutes les constitutions bourgeoises, mais seulement le souci de ne pas être ni avec le M.R.P. ni avec de Gaulle. Parions que si la même Constitution avait été proposée par le P.S. et le P.C.F. — à l'exclusion du M.R.P. — ils auraient voté OUI ? Ce fut d'ailleurs le cas pour le referendum du 5 mai.

Quoi qu'il en soit, il est évident que quand on ne veut pas se prononcer, le mieux c'est de ne pas aller à l'urne. Donc abstention. Mais, voyez-vous, cette vérité qui saute aux yeux n'est pas bonne pour ces « compliqués » que sont nos trotskystes : même pour ne pas se prononcer il a fallu qu'ils disent aux travailleurs d'aller au collège électoral déposer un bulletin nul ! Sans doute pour qu'ils n'oublient pas le chemin ! Crétinisme parlementaire !

François Mauriac dans "la ligne"

François Mauriac a été résistant et partisan de la guerre « antifasciste ». A ce titre il a contribué au massacre de quelques dizaines d'ouvriers sous l'uniforme dans la dernière guerre. Cela lui valut, au début de la « libération », l'estime et la considération des chefs staliniens. Ce fut la lune de miel Mauriac-P.C.F.

Par la suite, M. François Mauriac n'ayant pas assez bien compris les vertus de « la ligne » stalinienne, fut déclaré réactionnaire, obscurantiste, ami des vichyssois et devint la bête noire de Pierre Hervé.

Mais — étrange ! — M. Mauriac a voté OUI à la Constitution avec Thorez, Marty et Cie. « L'Huma » s'est adoucie.

Pas de politesse

C'est déjà un peu vieux, mais ça vaut la peine d'en parler. On sait l'amour que la France porte à ses colonies ; on connaît, par exemple, les massacres d'Algérie, en 1944 et 1945, où 30.000 (oui trente mille !) Arabes ont trouvé la mort.

Mais nous croyions que la bourgeoisie française savait du moins garder les apparences. Pas du tout. M. Ferrhat Abbas, leader des Amis du Manifeste algérien, s'est fait traiter de « salaud » et expulser de la tribune de la Chambre parce qu'il osait esquisser une timide critique du colonialisme français. Pauvre Abbas ! Il avait pourtant pris ses précautions en faisant d'abord l'éloge de la « Grande Démocratie Française » et même de M. Herriot ; mais les bourgeois français n'ont même plus de politesse. Signe des temps !

Depreux et De Gaulle

M. Depreux est socialiste et ministre. Ministre de l'Intérieur; il commande à ce titre tous les flics de France. Est-ce cet emploi qui lui inspire un amour exagéré pour les étoiles de de Gaulle ?

Toujours est-il que M. Depreux a fait l'éloge du général : « Le nom de de Gaulle — a-t-il déclaré — est tellement grand et prestigieux qu'il est propriété de la patrie ». Le voilà donc « étatisé » ; ce n'est pas pour rien que les socialistes sont partisans des nationalisations !

Mais au fait, ce M. Depreux, serviteur de la patrie, admirateur de de Gaulle et grand chef des flics, songerait-il à faire son petit Noske ? (vous savez bien : le « socialiste » allemand qui réprima le mouvement révolutionnaire en 1919 et fit assassiner Luxembourg et Liebneckt). Qu'en pensent les ouvriers de la S. F.I.O. ?

D'Algérie

Nous avons reçu une lettre d'un ouvrier métallo qui travaille à Alger. Il nous écrit : « Les conditions de travail sont très mauvaises : 52 heures par semaine, pas d'assurances sociales et mal payé puisque comme ajusteur-mécanien première catégorie, j'ai 26 fr. 50 de l'heure ! Les manœuvres, tous Arabes, réclament 14 fr. 50 que le patronat ne veut pas leur donner. Le niveau de vie du prolétariat est extrêmement bas grâce à la torpeur savamment entretenue par les partis et la C.G.T. Le chômage sévit, surtout chez les Arabes qui vivent dans des conditions misérables. Les trottoirs d'Alger leur servent le soir de logement. Ils s'enroulent dans des vieux chiffons et dorment tout en tremblotant. D'ailleurs le service de la voirie fait sa récolte tous les matins, car il y a beaucoup de malades et la nuit les achève. Les plus avantagés logent à la Casbah, ville arabe où les maisons sont faites avec de la vieille ferraille et de la terre ».

En langage républicain, on appelle cela : « la mission civilisatrice de la France » !

(Suite page 2, colonne 6)

LA FIN du Provisoire

Nous avons déjà parlé, dans notre éditorial, de la signification du slogan tripartite « la fin du provisoire ». M. le ministre des Finances, Schuman, du M.R.P., vient d'en préciser le sens dans une déclaration publique faite le 14 octobre.

« Nul n'ignore — a dit Schuman — que les finances publiques et la résorbtion du déficit exigeront d'ici quelques mois des mesures de courages incompatibles avec la prolongation du provisoire ».

De quelles mesures parle M. Schuman ? à quel courage fait-il allusion ?

Nous comprenons très bien les sous-entendus du « Grand Argentier ». Il s'agit de résorber le déficit, c'est-à-dire... de payer encore un peu plus ! La bourgeoisie se prépare, par l'intermédiaire de l'Etat, à renforcer davantage la misère des travailleurs.

Après l'insignifiante augmentation des 25 % sur les salaires, nous avons eu l'imposante montée des prix, après la montée des prix nous aurons les « mesures de courage » : augmentation des contributions et taxes de l'Etat. On prépare donc — car les petits et gros patrons ne voudront pas en supporter les conséquences et feront porter ce relèvement sur les prix — une augmentation générale du coût de la vie.

« Ces mesures — dit M. Schuman — étaient incompatibles avec la prolongation du provisoire ». Bien sûr ! Il fallait envoyer d'abord le « bon peuple » aux urnes, se faire élire... la facture vient après !

Oui, nous savons que le « Grand Argentier » fait allusion à deux sortes de courage. En premier lieu le courage de la bourgeoisie à prendre des décisions pouvant provoquer des troubles sociaux. C'est un courage qui trouve principalement sa source dans la quantité imposante de flics et de garde-mobiles dont l'Etat français dispose actuellement ; et en deuxième lieu, dans l'action modératrice auprès des masses des partis pseudo-ouvriers et des bonzes syndicaux. Mais M. Schuman espère aussi que les travailleurs auront une fois de plus le triste courage — fait d'illusions, de tromperies et de lassitude — de se serrer un peu plus la ceinture.

C'est bien cela la « fin du provisoire. Fini la rigolade — pensent les bourgeois — maintenant au travail et silence ! en marche vers le capitalisme d'Etat et le totalitarisme « démocratique » !

Mais il est probable que les travailleurs démontreront — et nous y travaillerons de notre côté de toutes nos forces — que la classe ouvrière a encore une autre sorte de courage : celui de ne pas accepter l'avilissement de la famine et des bas salaires, celui de faire front au patronat et aux valets « ouvriers » qui le soutiennent et d'engager contre eux tous des batailles de classe.

Que sont les élections ?

Un moyen démocratique pour consolider la Dictature du Capital.

Travailleurs : Votre terrain de lutte ne se trouve pas dans les collèges électoraux, mais dans vos usines et vos chantiers, dans l'action de classe contre le patronat.

Fin du premier acte

(Suite de la première page)

croître dans la mesure où ils sont obligés de s'y opposer — la nécessité d'en finir avec le provisoire. D'une manière plus générale, la bourgeoisie sentait aussi la nécessité « d'avoir des institutions stables ». C'est ainsi que les « ennemis » d'hier sont devenus les copains du referendum du 13 octobre; le compromis est intervenu et la Constitution a été votée.

Le grand pourcentage d'abstentions — dont beaucoup dans des centres ouvriers — est venu d'ailleurs confirmer « la sagesse » de cette position.

Il est vrai que le P.R.L., les radicaux et l'Union Gaulliste ont pris position pour le NON. Mais il s'agissait surtout là d'une manœuvre électorale — déterminée par leur position de petits partis et leur souci de devenir grands ! — destinée à ramasser le mécontentement d'une partie de la petite bourgeoisie des villes et des « classes moyennes » en général contre le tripartisme et donc contre une Constitution qui en est le fruit.

La faible différence de voix entre le OUI et le NON a non seulement démontré que la manœuvre n'était pas dépourvue de finesse politique (au sens purement électoral du mot) mais aussi que le mécontentement de ces couches petit-bourgeoises était plus grand qu'on aurait pu le croire. Le résultat le plus clair de l'importance des NON sera, sans doute, de fournir des arguments aux partisans d'une révision constitutionnelle dans le sens d'une « plus large autorité du gouvernement ».

Il y a eu encore de Gaulle. Objectivement, sa position pour le NON aura servi au M.R.P. pour obliger les staliniens à quelques concessions de plus en vue de rallier « l'unanimité de la nation ». Quant aux raisons qui ont poussé de Gaulle dans le camp des NON, nous pensons qu'il s'agit surtout d'une attitude destinée à l'opposer aux grands partis et à le présenter comme « l'homme providentiel », l'homme qui, dans une situation plus grave, pourra dire « au peuple » : « voyez, je vous l'avais déjà dit ! » et se poser en « sauveur ». De Gaulle est aujourd'hui le pantin de rechange de la bourgeoisie française.

Il est évident que si une aggravation de la tension internationale entre les deux blocs impérialistes — l'anglo-américain et le russe — devait obliger le capitalisme français à prendre position pour les anglo-saxons, cela entraînerait la rupture du tripartisme et, avec le parti stalinien à l'opposition, la stabilité du système démocratique serait fort compromise. Il s'agirait alors — et de Gaulle l'a très bien indiqué en faisant allusion à « un nouveau conflit » — de fonder la stabilité du régime sur l'appareil d'Etat lui-même et non plus sur le jeu démocratique des partis. Pour représenter cet appareil devant « le peuple » il faudrait un homme : de Gaulle se pose en candidat.

Mais ces considérations — qui ne sont, en somme que des hypothèses — mises à part, ce qui nous intéresse avant tout c'est le fait que tous les grands partis, ceux de la « droite » comme ceux de la « gauche », ont appelé les travailleurs à voter pour cette Constitution qui consacre les intérêts du capitalisme, du colonialisme et de l'exploitation forcenée des salariés. Que pensent les travailleurs « communistes français » en voyant leur chef Thorez bras-dessus, bras-dessous avec les « hommes des trusts », les Schuman, Teitgen, et le Père Mercklen de « La Croix »?

Ainsi le premier acte de la farce est terminé.

Car farce il y a.

Elle se compose de trois actes.

Le premier : accord de « tous les démocrates » pour faire voter la Constitution bourgeoise.

Le deuxième : bagarre de « tous les démocrates » — devenus pour l'occasion « réactionnaires » d'un côté, « agents de l'étranger » de l'autre — pour les élections du 10 novembre.

Le troisième : nouvel accord pour un tripartisme... enième édition.

A moins, évidemment, que la tension internationale ne devienne telle que le Maréchal Staline ordonne un tournant « à gauche » au capitaine Thorez. Mais ceci est peu probable pour l'instant. Ou bien que la bourgeoisie française veuille se débarrasser des alliés gênants que sont les staliniens. Ce qui n'est pas non plus probable, car comme le disait encore « Le Monde » du 30 août : « Il faut bien reconnaître que la rude discipline du Parti Communiste Français et ses appels à la production, ont permis de maintenir jusqu'à présent l'ordre social ».

Referendum du 13 octobre ou élections du 10 novembre, nous disons aux travailleurs : votre terrain de lutte n'est pas dans les bouffonneries électorales ni dans le Parlement bourgeois, mais seulement dans l'action de classe contre la bourgeoisie de « droite » et de « gauche ».

L'INTERNATIONALISTE.

LETTRE D'ITALIE

Le militant qui, après plusieurs années d'absence rentre en Italie, trouve aussitôt l'explication d'une série de questions qui, de loin, lui paraissaient fort obscures.

Malgré l'existence et l'activité qu'il développe depuis plus d'une année dans les plus importants centres industriels d'Italie, le Parti Communiste Internationaliste est presque inconnu dans d'autres localités. Dans la Vénétie, en dehors de Treviso où existe une active Fédération et quelques petits groupes dans le Friuli, il n'existait rien dans des centres importants comme Venise...

Aussitôt arrivés à Venise nous nous sommes adressés à quelques vieux camarades qui faisaient partie de la gauche communiste à l'étranger. Notre surprise a été grande de voir que ces camarades étaient inscrits au parti national-communiste, et avec eux presque tous les vieux anarchistes, et syndicalistes. Des ex-socialistes, des républicains et des petits-bourgeois faisaient partie de cette même organisation.

L'explication de cela est donnée par les faits suivants : La période représentée par le crépuscule de vingt années de domination fasciste a vu dans chaque localité l'intervention directe des ouvriers et des paysans dans des luttes — souvent confuses et contradictoires — mais qui, toutes, portaient le cachet du P.C. : cela a donné l'impression à tout le monde que c'était la seule organisation qui aurait tout le pouvoir à la tombée du fascisme. Et quand celle-ci est arrivée tout le monde s'est empressé d'en grossir les files : les uns parce qu'ils croyaient le Parti Communiste encore sur des bases révolutionnaires, les autres par opportunisme, et les fascistes eux-mêmes pour s'abriter d'éventuelles représailles.

L'action équivoque menée par le P.C. — comme conséquence de sa composition hétérogène et sa politique de collaboration de classes — créa une situation de raffermissement des opportunistes et bourgeois de tout poil et de dégoût et de découragement parmi les éléments sincèrement révolutionnaires.

C'est avec l'aide de ces éléments que nous avons pu — dès notre arrivée — faire plusieurs réunions, souvent même dans les sièges du parti national-communiste. L'accord avec les positions de classe que nous avons défendues a été presque unanime. Malgré cela seuls quelques éléments se sont montrés disposés à donner immédiatement une certaine activité ; c'est avec ces camarades que nous avons pu constituer, à Venise, la Fédération du P.C. Internationaliste. Les autres espèrent encore un redressement plus ou moins rapide du parti national-communiste, mais en même temps ils nous donnent une aide appréciable en distribuant régulièrement des centaines d'exemplaires de notre journal « Battaglia Comunista », des brochures, etc.

La situation en Italie est très favorable au développement de notre parti et démontre également que si le parti veut jouer le rôle de guide du prolétariat, il doit tout d'abord se faire connaître parmi les éléments révolutionnaires pour pouvoir former ses cadres ; ensuite, il doit se faire connaître parmi les masses prolétariennes en exploitant toutes les possibilités légales.

La participation du parti aux élections législatives, bien que faite tardivement et d'une façon très limitée, lui a permis de se faire connaître dans toute l'Italie et d'établir dans certaines zones — où ces possibilités légales ont été le plus exploitées — tout un réseau de groupes.

Des centaines d'exemples et d'épisodes peuvent démontrer comment les ouvriers italiens sont disposés à l'action de classe ; mais malgré cette situation objective favorable, l'action de notre parti est encore très faible et très limitée, surtout quand on pense que la coalition des forces adverses dispose de moyens fantastiques.

Ce sera la politique contradictoire et de trahison de ce parti national-communiste qui apportera inévitablement le plus fort contribut au développement du Parti Communiste Internationaliste. Disons, pour terminer, qu'en Italie l'équivoque mouvement trotskyste est presque inexistant.

BRUNO.

SOUTIEN

Liste n° 23 : Garros, 100 ; Charles W., 200 ; Piero, 1.000 ; Maurice, 200 ; André C., 150 ; Liste n° 52 : Lasté, 400 ; Fernande, 10 ; J. V., 50 ; un vieux syndical., 35 ; Garros, 150 ; groupe n° 3, 475 ; un ex-J.C., 50 ; Philippe, 40 ; Chazé, 50 ; groupe Denfert, 400 ; pour le parti de la révolution, 150 ; Romains, 10; Leman, 20 ; Liste n° 41 : René, 200; Annie, 50 ; Roger, 50 ; F.C., 50 ; X, 20 ; un trotskyste, 20 ; Maurice, 200 ; un cde de Lausanne, 150 ; Lagarrigue, 100 ; Michel P., 50 ; Didier, 25 ; Georgette T., 25 ; Gros, 150 ; Amadeo, 25 ; Liste n° 62 : Gina, 100 ; Richem., 50 ; Dédé, 50 ; Riton, 20 ; des copains en camping, 256 ; Ernest, 500 ; E.C., 150 ; Carivenc, 50 ; Dupuy, 50 ; Manceaux, 100 ; Gilbert, 75 ; Auber, 25 ; Polit, 50 ; groupe italien, 1.575 ; après une réunion, 337 ; liste Maille: Maille, 200 ; Pablo, 100 ; Jeannette, 20 ; Girard, 20 ; Weissman, 50 ; groupe n° 2 : 350 ; Pierre, 500 ; Nico, 300.

Total : 9.513 francs.

LETTRE de BELGIQUE

Ces derniers mois des grèves nombreuses ont éclaté un peu partout. Les dockers sont les plus combatifs, notamment pour Anvers. Dans tous ces mouvements les bureaucraties syndicales jouent de plus en plus le rôle de garde-chiourme, intervenant dans les conflits, non pas pour les diriger vers la victoire sur le patronat, mais uniquement pour prêcher la paix sociale, la soumission des ouvriers aux directives étatiques qui sont indispensables pour que le capitalisme belge puisse se relever.

C'est ainsi que lors de la dernière grève d'Anvers, les dirigeants syndicaux ont exhorté les ouvriers à reprendre le travail par voix de haut-parleur et à l'abri d'un rideau de gendarmerie motorisée. Il faut voir dans ce fait autre chose que le symbole de l'action des bonzes syndicaux et des partis auxquels ils se rattachent contre la classe ouvrière : il faut y voir aussi un indice d'une rupture qui commence à se manifester, quoique encore d'une façon très confuse, entre les chefs réformistes et staliniens et les ouvriers. Cette rupture ne se manifeste pas seulement par la formation d'un Comité d'action au port d'Anvers ; elle se manifeste aussi au sein des syndicats. A la réunion de la Fédération locale des syndicats anversois, qui a suivi les grèves d'Anvers, M. Major, la sirène radiophonique, briseur de grève breveté, a été hué par tous les militants de base.

La naissance du Comité d'action à Anvers remonte à un an et demi : lors d'une tenue au Palais des sports d'Anvers et groupant 15.000 dockers en 1945, les bonzes furent hués ; des tentatives menées par des éléments syndicalistes révolutionnaires et « communistes de conseils » d'appeler les ouvriers à quitter les syndicats échouèrent, et le Comité d'action se constitua sur une base organique mal définie et ne disposant pas vis-à-vis des bonzes syndicaux d'une position concrète sinon celle d'une hostilité grandissante. Aujourd'hui les trotskystes qui sont fort actifs dans ces mouvements, essayent d'utiliser le Comité d'action pour former une nouvelle centrale syndicale du transport. On ne peut certes prédire l'évolution que prendra ce Comité d'action. Groupant des courants divers (anarcho-syndicalistes, staliniens, réformistes, trotskystes et individuels : une cinquantaine de délégués en tout) son évolution vers la scission syndicale ou vers la conquête de la direction syndicale dépendra de la présence ou de l'absence en son sein d'un courant révolutionnaire qui lui donnera une direction de classe déterminée.

Si les grèves qui éclatent un peu partout signifient que les ouvriers sont conduits par les circonstances à rompre avec leurs directions traîtres, cela ne signifie cependant pas que la clarté se fait au point de vue politique. Au contraire, bien que les travailleurs commencent à se rendre compte aujourd'hui que les partisans de « l'union des démocrates » sont unanimes contre les grèves, ils n'ont pas encore compris que c'est justement cette politique qui exige l'attitude contre les grèves. Et bien que faisant la grève, ils restent attachés aux mots d'ordre qui justifient la suppression des grèves.

C'est ici que se trouve évidemment le terrain où la Fraction doit intervenir. Avant tout notre rôle doit consister, dans tous les pays, à faire comprendre aux ouvriers que la rupture qui se détermine dans le domaine syndical avec les partis traîtres ne peut porter des fruits que si elle se couronne d'une rupture avec les mots d'ordre politiques de sauvetage du capitalisme.

LUCAIN.

Réunion Internationale des Jeunesses Socialistes

C'est au début d'octobre que s'est tenu à Montrouge cette réunion groupant des délégués des organisations de France, Angleterre, Italie, Suisse, Grèce, Pologne, Autriche et Allemagne.

Un des débats les plus importants a eu lieu à propos de l'admission de la Jeunesse allemande, pas encore tout à fait « démocratisée ».

Deux tendances se sont affirmées: celle des Anglais, Polonais et Suédois qui, conséquents avec eux-mêmes, se sont prononcés contre l'admission des jeunes allemands, et la tendance centriste qui, à grands coups de slogans internationalistes, a réclamé l'admission.

Comment interpréter ce débat ? Il faut, tout d'abord, rappeler que durant les deux dernières guerres impérialistes, les partis socialistes et leurs jeunesses, après avoir fait des déclarations d'amitié et de pacifisme dans les congrès, ont appelé les prolétaires à aller assassiner leurs camarades de la veille. Puis, la guerre terminée, on a voulu recommencer les embrassades.

Aujourd'hui, que se passe-t-il dans ces organisations de jeunes ? Une partie (la plus conséquente) est pour la continuation de la politique chauvine de chaque organisation nationale des jeunesses socialistes et pour abandonner définitivement toute phraséologie révolutionnaire. « On est comme on est ». Mais une autre tendance, dite de gauche (et parmi laquelle il y a pas mal de trotskystes) est partisan de ranimer ce « cadavre puant » social-démocrate : en attendant de se diviser de nouveaux en deux camps hostiles (et la division est déjà commencée !) : l'un envoyant les travailleurs se faire trouer la peau pour défendre les démocraties occidentales, l'autre faisant le même métier pour le compte de l'ultra-démocratie russe, nos « gauches » socialistes sont, pour l'instant, toutes prêtes aux embrassades internationales.

Nous savons que dans toutes les organisations groupant des jeunes travailleurs il se produit une fermentation et que ceux-ci sont attirés par les idées révolutionnaires. Et c'est justement là qu'apparaît le rôle véritable de ceux qui prétendent régénérer les jeunesses social-patriotes. Car, en fin de compte, tout ce « gauchisme », tout cet « internationalisme » verbal ne sert qu'à une chose : à faire croire aux jeunes prolétaires qu'il est possible de travailler pour la révolution en restant dans ces organisations et en suivant, de plus ou moins bonne grâce, les directives des chefs vendus à la bourgeoisie ; quittes à découvrir un beau jour — en général le jour de la mobilisation pour le « casse-pipe » — que les phrases ne sont que des phrases et qu'il faut, de nouveau, marcher « pour la patrie ».

Il est vrai que certains camarades, qui se croient des malins, nous savons que les J.S. et le P.S. n'ont plus rien de révolutionnaire, mais il faut les noyauter et puis, quand vous serez plus forts nous entrerons chez vous ».

Cette tactique, individuelle ou collective, est totalement fausse. Car ces camarades oublient : 1° qu'au contact d'éléments politiquement pourris on se pourrit soi-même ; 2° que la construction d'un mouvement révolutionnaire ne se fait pas en l'air et que ce n'est pas lui apporter de l'aide que de le lui refuser tant qu'il n'est « pas fort » ; 3° que par leur action plus dynamique et plus combative au sein des vieilles organisations socialistes, ils ne font que les renforcer en permettant aux dirigeants d'utiliser leurs énergies pour se donner un vernis « révolutionnaire ».

C'est en ce sens que l'attitude pseudo-révolutionnaire et internationaliste (en paroles) du camarade Denoyer, délégué des jeunes socialistes français au congrès de Montrouge, ne peut avoir qu'un effet : celui de raccoler au mouvement des J.S. des jeunes ouvriers qui croiront à la sincérité de ses paroles, mais qui découvriront plus tard que le verbiage révolutionnaire sans autonomie d'organisation et sans action révolutionnaire, ne conduit qu'à une impasse, et peut-être se retireront alors dégoûtés.

Nous disons à ces jeunes camarades que la direction révolutionnaire dont le prolétariat français et mondial a besoin, ne peut pas se construire par la régénérescence ou la fusion des organismes qui ont déjà fait faillite. Elle ne peut se former que par une lutte acharnée contre la bourgeoisie et ses soutiens (de l'U.J. R.F. aux J.S.). Le premier acte des jeunes révolutionnaires pour la reconstruction du mouvement ouvrier doit être un acte politique : celui de quitter ces organisations nationalistes et bourgeoises pour se regrouper autour de l'avant-garde ouvrière — si restreinte soit-elle.

Raymond BOURT.

NOTRE RÉUNION PUBLIQUE du 27 Septembre

Le vendredi 27 septembre notre Fraction a tenu une réunion publique et contradictoire à la Grande Salle des Sociétés savantes.

Environ deux cents travailleurs — parmi lesquels de nombreux militants révolutionnaires — sont venus entendre les exposés de nos camarades.

Le camarade Chazé, qui présidait la réunion a ouvert celle-ci en faisant un bref rappel de la situation de l'avant-garde marxiste en France avant 1939 et l'historique de la constitution de notre Fraction.

Garros a parlé de la politique suivie par les différents partis au cours de la guerre impérialiste qui vient de se terminer et de la situation internationale actuelle, caractérisée par la faillite des promesses « démocratiques » et la constitution de blocs impérialistes rivaux en vue d'un nouveau conflit mondial. Il a revendiqué la position de la Gauche Communiste Internationale face à la guerre, c'est-à-dire le défaitisme révolutionnaire dans tous les pays, la Russie stalinienne y comprise.

Lasté a fait la critique des positions des partis bourgeois et pseudo-prolétariens qui se proposent de reconstruire l'économie française ébranlée par la guerre et appellent les ouvriers à intensifier la production au bénéfice des capitalistes. Il a également mis en évidence l'inconsistance des positions politiques du trotskysme qui préconise la défense de la Russie contre-révolutionnaire et la constitution d'un gouvernement P.S., P.C.F., C.G.T. en France le présentant comme une étape vers le socialisme. Notre camarade a opposé à toutes ces conceptions notre position pour la lutte de classe indépendante des travailleurs, pour la constitution d'organes de masse capables de l'exprimer et pour la rupture avec la bourgeoisie, quelle que soit la couleur politique dont elle se pare.

Le camarade Raymond Bourt a terminé la série des exposés en montrant la nécessité de construire une avant-garde révolutionnaire en France qui puisse donner leur vrai caractère de classe aux mouvements sporadiques actuels du prolétariat et s'opposer au tournant de la vie politique officielle vers le capitalisme d'Etat et la guerre.

De nombreux assistants ont pris ensuite la parole — quelques-uns pour manifester leur accord total ou partiel, d'autres pour rejeter nos positions. Parmi ceux qui ont parlé, mentionnons deux camarades libertaires, qui nous ont reproché d' « être encore un parti politique » et le camarade Demazière, du parti trotskyste qui, dans une habile intervention, a essayé de justifier la politique de son organisation et fait remarquer que, dans la « IV° Internationale » il y avait la place pour toutes les tendances révolutionnaires. Ce qui était, bien entendu, une discrète » invitation.

Lasté a répondu aux contradicteurs assez brièvement, étant donné l'heure tardive.

Quelques ouvriers sont venus nous demander des renseignements sur notre Fraction et ont manifesté leur sympathie. Bonne vente de l'« Internationaliste », de « Battaglia Comunista » et des brochures.

Nous avons l'intention de poursuivre nos réunions de propagande, principalement dans les quartiers ouvriers et dans les usines, et de les axer, cette première réunion ayant été un exposé général, sur des questions concrètes de la lutte de classe.

Abonnez-vous

Abonnement 12 numéros : 60 fr.

Abonnement de soutien : 100 fr

Envoyez l'argent par mandat-carte à : R. HIRZEL, 124, rue Marius Aufan, Levallois (Seine).

LEUR POLITIQUE

(Suite de la première page)

Et voilà « les camelots »

Au cours de la campagne pour le referendum l'Union Gaulliste a tenu un meeting au Vél' d'Hiv'. On y a prêché le pouvoir fort ; on y a chanté « La Royale » et crié « Vive Maurras » !

Ce qui a fait pousser des hurlements d'indignation à tous les « bons républicains ».

Quant à nous, nous ne nous laisserons pas prendre au piège ; ce ne sont pas quelques centaines ni même quelques milliers de jeunes « camelots du roi » qui constituent le principal ennemi du prolétariat. C'est au régime capitaliste tout entier — qu'il se camoufle sous « la droite » ou sous « la gauche » — qu'il faut s'en prendre.

Cela ne nous empêchera évidemment pas de rosser copieusement ces fils-à-papa chaque fois que nous les rencontrerons sur notre chemin. Et de les mettre dans des cages après la révolution.

« Tactique subtile »

Les ouvriers de Rome, menacés de chômage, ont manifesté violemment contre le gouvernement chrétien-social-« communiste » ; il y a eu des morts et des blessés.

Ce soir, du 10 octobre relate les faits avec sympathie pour les ouvriers et souligne que la police a chargé avec des tanks.

Le lendemain *Ce soir* rectifie la position en étalant sur trois colonnes: « Les néo-fascistes organisent des révoltes à Rome ».

Ah ! tactique, que ton jeu est donc subtil !

Pourquoi sommes-nous Abstentionnistes?

(Suite de la première page)

nous ne faisons pas une question de principe d'une PARTICIPATION ELECTORALE AINSI COMPRISE, MAIS EXCLUSIVEMENT AINSI.

En ce qui nous concerne pourtant, la troisième raison de notre abstentionnisme c'est que nous rejetons également ce « parlementarisme révolutionnaire » comme un anachronisme tactique. Mais dans tous les cas, nous partons de tout autres points de départ que les libertaires.

On sait, en effet, que ceux-ci voient dans la démocratie et le parlement non des instruments de domination d'une classe sur une autre, mais l'incarnation d'un principe abstrait d'autorité qui lèse un individu lui aussi abstrait parce que considéré en dehors de la notion sociale et historique de la classe.

Cette divergence ne laisse pas d'avoir des reflets aussi dans le domaine de l'orientation pratique. Malgré son intransigeance verbale contre la démocratie bourgeoise, l'anarchisme n'a-t-il pas rejoint tous les « démocrates » sur le terrain essentiellement « démocratique » — et non pas révolutionnaire — de la Résistance nationale ? Malgré son intransigeance verbale contre l'Etat, n'a-t-il pas participé, en Italie, surtout, aux Comités de Libération nationale, ces réalisations para-etatiques d'une bourgeoisie experte à entraîner le prolétariat dans l'éternel « imbroglio » de la droite et de la gauche ? N'y a-t-il pas eu enfin la classique expérience espagnole où des dirigeants anarchistes ont occupé, sur mandat de leur organisation, des postes de ministre dans le Gouvernement de Madrid et dans celui de Catalogne ? Après cela, quelle valeur révolutionnaire pratique accorder au « principe » abstentionniste tabou de l'anarchisme ? En réalité, les « principes » ainsi compris sont à l'action ce que les protestations de vertu sont à la conduite d'une femme facile : respect platonique d'un préjugé, mais rupture pratique avec celui-ci et dans le PIRE SENS.

Une tactique périmée : le « parlementarisme révolutionnaire ».

On en connaît la formation : « utiliser la campagne électorale à des fins anti-parlementaires ; aller au Parlement pour une faire une tribune révolutionnaire ».

Pour ses défenseurs, cette tactique aurait le mérite de faire connaître le Parti dans les masses les plus larges et de lui permettre de se compter. Il est naturel que de tels arguments rencontrent aisément crédit : le mouvement prolétarien est extrêmement faible en effectifs et cette faiblesse passe souvent pour la cause du désarroi dans lequel se trouve la classe ouvrière.

Remarquons tout d'abord qu'**à notre époque de démocratie totalitaire**, les avantages pratiques que peut constituer l'envoi de députés révolutionnaires au Parlement pour la propagande du Parti, sont du moins problématiques. Remarquons aussi qu'à l'état actuel de faiblesse organisationnelle de l'avant-garde, il est au moins inopportun de détourner des efforts relativement considérables — du fait même de cette faiblesse — vers une action qui, de l'avis général, ne peut être qu'accessoire.

Mais là n'est pas l'argument décisif qui se trouve sur le terrain proprement politique et historique. Les résultats que nous promet le « Parlementarisme révolutionnaire » — élargissement du rayon de propagande du Parti — n'ont en effet de valeur que s'ils signifient la formation d'une influence révolutionnaire dans les masses ou, ce qui revient au même, d'une conscience de classe au sein de celles-ci. Or, en admettant même que la participation du parti aux élections donne les résultats pratiques qu'on en attend, a-t-on le droit d'affirmer que **cette tactique favorise la formation d'une influence révolutionnaire dans la classe ouvrière et donc la clarification politique au sein de celle-ci ?**

Voilà la seule question essentielle. Et à cette question nous pensons qu'il faut répondre catégoriquement: NON.

Cette tactique a, en effet, le caractère d'une **manœuvre**. Non qu'elle relègue à l'arrière plan une position de principe révolutionnaire dans le but d'obtenir des résultats pratiques immédiats, mais elle est pourtant **objectivement** une manœuvre, parce que le lien entre la propagande (qui démontre le caractère conservateur et réactionnaire de la démocratie) et l'action simultanée (qui consiste dans la présentation de listes de candidats) n'apparaît pas. Certes, ce lien existe en réalité : c'est la volonté du parti de mener son action militante le plus largement possible. Tout révolutionnaire ne peut que faire sienne une telle volonté. Mais on ne peut pas demander aux masses d'avoir les mêmes soucis et les mêmes réactions que les militants révolutionnaires ; pratiquement, elles ne peuvent identifier le renforcement du parti et de son influence avec leurs propres intérêts de classe qu'au moment décisif où elles sont déjà derrière ce parti.

La conséquence, c'est que, dans cette fameuse tactique du « parlementarisme révolutionnaire », elles ne voient aucun lien entre la propagande et l'action pratique de participation aux élections. Alors, ou bien il leur semblera qu'il y a contradiction — et cette tactique au lieu de les rallier attirera leur méfiance (c'est le cas de ces couches ouvrières de tradition libertaire). Ou bien elles ne s'apercevront même pas de l'absence du lien : mais cela risque alors de signifier que l'action pratique du parti (participation aux élections) a éclipsé sa propagande (anti-parlementarisme, anti-réformisme) **qu'elle a masqué l'essentiel : l'opposition de classe à la démocratie bourgeoise et aux faux et éternel dilemme : « droite » ou « gauche ».** En un mot : que substiste l'illusion démocratique, **le souci de voter contre la droite.**

Et que l'on ne vienne pas nous dire : « nous nous sommes exprimés sans équivoques possibles sur ces points, dans notre propagande ». Les masses ne réagissent pas par raisonnements, mais par constatations. Donc, toutes les équivoques sont possibles lorsque, d'une part, les démocrates de tous poils empuantissent l'atmosphère de leurs sornettes conservatrices ; et que, d'autre part, l'action du parti de classe n'est pas cohérente avec son programme **jusque dans la forme.**

C'est ici que nous touchons à l'aspect historique du problème. Le « parlementarisme révolutionnaire » était une tactique périmée — disions-nous plus haut. Elle l'est dans ce sens qu'avant la première guerre, par exemple, (et plus généralement dans toute la période ascendante et progressive du capitalisme) cette contradiction apparente que revêt actuellement la tactique du « parlementarisme révolutionnaire » n'existait pas.

L'action parlementaire — bien que toujours considérée comme accessoire par rapport à l'action directe du parti de classe — n'avait pas un caractère purement négatif et critique. Alors la lutte pour les réformes était compatible avec une position socialiste : car d'une part ces réformes étaient possibles, du fait de la prospérité du régime, d'autre part et pour la même raison, la prise du pouvoir par le prolétariat n'était encore qu'un but historique, non un objectif politique possible à rejoindre à cette époque. La critique contre l'illusion que par les réformes on pouvait transformer les bases de la société, prenait elle-même une signification positive du fait que s'il n'était pas possible alors de réaliser la révolution socialiste, il fallait du moins en garantir l'avenir contre ceux qui l'enterreraient au profit des réformes.

Aujourd'hui, rien de tout cela. Même si le prolétariat n'a pas momentanément la force et la conscience de prendre le pouvoir, la révolution a mûri avec la faillite du système bourgeois. La décadence qui a succédé à la prospérité d'avant 1914 exclut la possibilité de réformes améliorant le sort de la classe ouvrière dans les cadres du régime actuel. Les seules réformes sont devenues celles qui renforcent l'Etat bourgeois ; qui cuirassent l'économie contre les assauts de la crise. Ces réformes-là furent celles du fascisme. Elles sont, aujourd'hui, celles du totalitarisme qu'une prétendue gauche construit sous nos yeux.

La tactique du « parlementarisme révolutionnaire » perd ainsi les bases historiques qui la justifièrent jadis. Elle devient un simple jeu de propagande, incapable de garantir des équivoques ; une manœuvre douteuse, tant dans ses résultats pratiques que politiques.

Pendant ce temps, la démocratie « socialisante » en parole, fascistisante en fait, continue à exercer son action démoralisante sur les masses, en attendant de passer à la répression ouverte.

Dans cette situation, c'est vers les luttes ouvrières qu'il faut se tourner, à elles qu'il faut donner le plus clair de l'effort ; mais pour cela on ne doit pas gaspiller l'activité sur un terrain électoral stérile.

Dans cette situation surtout, il faut que la position communiste apparaisse nette aux travailleurs les moins avertis ; mais pour cela on doit liquider ce dernier résidu de la roublardise tactique de la III° Internationale : le « parlementarisme révolutionnaire ».

Voilà pourquoi nous sommes abstentionnistes.

FRÉDÉRIC

Vive la RÉVOLUTION D'OCTOBRE 1917 !

Les BOLCHEVICKS en OCTOBRE

Quand, en octobre 1917, les bolcheviks ont pris le pouvoir à Pétrograd il y a eu très peu de sang de versé : l'attaque au Palais d'Hiver ; résidence du gouvernement socialiste-bourgeois de Kérensky, a été l'affaire de quelques heures. Pourtant on ne peut pas dire que cette insurrection ait été un coup d'Etat au sens conspiratif — « blanquiste » — du mot.

Si le gouvernement de Kérensky s'est trouvé incapable d'offrir une résistance tant soit peu sérieuse, si, en quelques jours, le pouvoir est passé, dans les principales villes, dans les mains des soviets révolutionnaires et des bolchéviks, il faut en chercher les raisons dans la profonde transformation qui s'était opérée dans la conscience des masses depuis février de la même année.

La révolution anti-tsariste de février avait été le fruit de la situation d'oppression des masses laborieuses russes, le fruit de la politique catastrophique de la bureaucratie tsariste et des couches de la grande bourgeoisie alliées à elle, qui ont entraîné le pays dans la guerre impérialiste de 1914.

C'est, en premier lieu, face à ce problème de la guerre que les conceptions et l'action bolchéviques se sont nettement opposées à celles de tous les autres partis : aussi bien pro-tsaristes que libéraux ou socialistes.

Comme partout ailleurs, le déclenchement du conflit impérialiste avait vu, en Russie, « l'union sacrée » de tous les partis, l'abandon par le courant socialiste des principes de l'internationalisme que l'on remettait à plus tard... quand la guerre serait finie ! c'est-à-dire quand leur application ne revêtirait plus qu'un caractère platonique et ne mettrait plus en danger la vie même du régime capitaliste.

S'insurgeant contre la trahison des chefs officiels de la social démocratie russe — menchéviks de droite et de gauche — Lénine et les bolchéviks proclamèrent que le prolétariat n'avait aucun intérêt commun avec la guerre des capitalistes et défendirent non seulement la nécessité de lutter contre cette guerre, mais aussi de profiter de l'ébranlement qu'elle provoquerait pour la transformer en guerre civile révolutionnaire pour la destruction du pouvoir bourgeois.

Quand les événements de février se produisirent, entraînant la chute du Tsar et la constitution d'un gouvernement provisoire bourgeois, de nouveau tous les partis annoncèrent la nécessité de la « défense nationale », convertie pour l'occasion en « défense de la révolution ». En fait, cette fameuse révolution, dont les bourgeois de « gauche » et les opportunistes socialistes se gargarisaient, avait été commencée par les masses ouvrières et paysannes qui se disposaient à secouer un joug séculaire. Le rôle des démocrates étant justement celui de paralyser la révolution, de l'étouffer dans les cadres d'une démocratie bourgeoise parlementaire.

Si, au début des événements, certains bolchéviks (dont Staline) avaient pu se laisser prendre au piège et raconter, eux aussi, des balivernes sur la « défense nationale », la rentrée de Lénine en Russie changea les choses du tout au tout. En effet, dès le lendemain de son arrivée, Lénine proclama la nécessité d'aller jusqu'au bout, de ne pas s'arrêter aux mesures bourgeoises démocratiques mais de démolir l'Etat capitaliste tout entier, d'instaurer le pouvoir des organismes issus de la lutte des masses — les conseils (soviets) d'ouvriers, de soldats et de paysans, et, en conséquence, de dénier tout caractère révolutionnaire à la guerre tant que l'Etat capitaliste ne serait pas détruit.

La campagne de diffamations et de calomnies qui s'abattit alors sur les bolchéviks n'a de pareil dans l'histoire si ce n'est la campagne haineuse et mensongère que les actuels dirigeants russes — les fossoyeurs de la révolution de 17 — ont déclenché depuis des années contre les révolutionnaires du monde entier.

Tout comme aujourd'hui les communistes internationalistes sont accusés par le stalinisme d'être vendus à la Gestapo, Lénine et Trotsky furent accusés d'être vendus à l'impérialisme allemand, de recevoir de l'or allemand et d'être les créatures du Kaiser Guillaume.

Lénine dut se cacher, passer de nouveau dans l'illégalité, comme sous le Tsar, et après les journées de juillet, le parti bolchévik tout entier fut persécuté. Car les bolchéviks étaient des gens dangereux pour la bourgeoisie russe : non seulement ils ne voulaient pas marcher dans la guerre, mais ils critiquaient acerbement la collaboration des partis soi-disant ouvriers (menchéviks, socialistes-révolutionnaires) au gouvernement bourgeois et ils opposaient à ce gouvernement les soviets d'ouvriers, soldats et paysans.

Cependant les militants bolchéviks ne flanchèrent pas. Leur propagande révolutionnaire pour la paix, pour le pouvoir des soviets et pour la révolution socialiste internationale, rencontrait de plus en plus d'écho dans les masses travailleuses et chez les soldats. Les paysans, à leur tour, voyaient dans les bolchéviks la seule force politique capable de les libérer de la servitude des grands propriétaires fonciers.

Ainsi, contre tous et malgré tous, le parti bolchévik parvint à conquérir la majorité de la classe ouvrière sous son drapeau de lutte, à avoir la confiance des soldats, des prolétaires et des paysans.

En octobre 17, cette confiance se concrétisait dans l'appui total, inconditionnel, des garnisons de Pétrograd, de Moscou, des principales villes russes, des ouvriers des faubourgs, des marins de la Baltique, à l'insurrection anti-capitaliste et au nouveau pouvoir soviétique.

Une nouvelle phase de la révolution commençait : les forces contre-révolutionnaires allaient s'organiser, appuyés aussi bien par le « militarisme prussien » que par la France et l'Angleterre « démocratiques » ; les menchéviks et socialistes-révolutionnaires allaient collaborer avec les Dénikine et Kotchack, fidèles serviteurs du Tsar dans la tâche d'attaquer le pouvoir prolétarien. La social-démocratie internationale allait commencer la grande campagne de diffamations et de calomnies anti-soviétiques qui ne devait prendre fin qu'après le triomphe de Staline et la mort de la révolution. L'épopée de la guerre civile devait durer encore quatre ans.

Mais l'Octobre rouge embrasait déjà le monde d'une lumière de menace et d'espoir : de menace pour tous les capitalistes, d'espoir pour tous les opprimés. Dans toute l'Europe, la classe ouvrière passait à l'offensive.

Aujourd'hui, dans ce 29e anniversaire d'Octobre, la situation internationale est bien différente : les Soviets ont succombé à la dégénérescence bureaucratique et stalinienne ; les anciens dirigeants bolchéviks sont morts, la plupart fusillés par Staline, les partis dits communistes sont passés à la collaboration dans les gouvernements bourgeois, après avoir participé à la deuxième guerre impérialiste et y avoir entraîné le prolétariat.

Mais Octobre 1917 reste une expérience, un souvenir impérissable pour les travailleurs de tous les pays. Que chaque prolétaire regarde Octobre et les bolchéviks, que chaque exploité se souvienne de leurs positions politiques et de leur action et les compare à celles des actuels partis national-communistes : il comprendra où est la voie de son émancipation.

L. MAILLE.

La dégénérescence de l'Etat prolétarien soviétique

Si la révolution russe de 1917 ne fut possible que grâce à l'ébranlement du monde capitaliste déterminé par la guerre, son triomphe provoqua lui-même une accélération du réveil révolutionnaire du prolétariat européen.

Un an après les journées victorieuses de Pétrograd, les soulèvements des soldats et marins allemands obligeaient le gouvernement des Hoenzollern à démissionner et l'impérialisme allemand demandait l'armistice aux Alliés. Les brandons de révolte qui couvaient dans toute l'Europe devinrent des puissants incendies : après avoir balayé le Kaiser, la révolution allemande faisait apparaître les premiers détachements de l'avant-garde spartakiste ; en Hongrie, en Italie, la classe ouvrière passait à l'offensive contre le capitalisme.

Le prolétariat russe et les bolchéviks fondaient les plus grands espoirs dans un écroulement imminent du système bourgeois en Europe ; ils savaient que le pouvoir des Soviets ouvriers et paysans n'était et ne pouvait être que le début de la révolution socialiste internationale et que seule cette révolution garantissait leur existence.

La situation intérieure de la Russie appelait elle-même l'aide de la classe ouvrière des pays industriels avancés ; car, comme Lénine le répétait souvent, « si la prise du pouvoir avait été relativement facile à cause de la structure économique et sociale de la société russe, cette même structure rendait extrêmement difficiles les premiers pas vers une organisation socialiste de l'économie ».

Cependant, aussi grande qu'elle put être, l'influence de la révolution d'octobre sur le prolétariat mondial ne pouvait en aucun cas suppléer à l'éducation des masses de chaque pays à travers leur propre expérience ; expérience qui devait permettre la formation des nouveaux partis communistes.

Or, peu de temps après la fin des hostilités, on pouvait déjà constater que non seulement la première vague prolétarienne n'arrivait pas à détruire l'Etat bourgeois, mais qu'elle ne donnait que malaisément les éléments pour une formation rapide des partis de classe.

Aussi bien en Allemagne qu'en Italie — les deux principaux foyers révolutionnaires — les illusions d'une partie des travailleurs dans la social-démocratie et les méthodes parlementaires de lutte subsistaient.

Les groupes marxistes d'avant-garde, dont la tâche était justement de détruire ces illusions, n'arrivaient que difficilement à se dégager des vieux partis réformistes.

En Allemagne, le groupe des spartakistes ne parvenait pas à adopter une politique complètement indépendante vis-à-vis des socialistes de « gauche ». En Italie, les communistes ne scissionnaient de la social-démocratie qu'en janvier 1921. En France, ce ne fut qu'au Congrès de Tours, en 1920, que la scission eut lieu.

Pendant ce temps, la bourgeoisie se mettait en état d'alerte ; elle passait à la contre-attaque en frappant impitoyablement — et avec l'appui et la complicité des vieux partis socialistes — sur l'avant-garde marxiste et l'élite de la classe ouvrière. Après les journées de janvier 1919 et l'assassinat de Luxembourg et Liebneckt en Allemagne, c'étaient les répressions anti-ouvrières en Italie, avec l'apparition des premières escouades de choc fascistes. La commune hongroise périssait sous les coups conjugués des impérialismes et grâce aussi à la politique hésitante et opportuniste des dirigeants communistes hongrois. En France, les mouvements grévistes de 1920 ne parvenaient pas à créer une situation révolutionnaire, tandis qu'en Espagne le terrorisme espagnol abattait les meilleurs militants ouvriers.

⁂

L'échec de cette première vague révolutionnaire ne pouvait pas ne pas avoir des répercussions sur le régime soviétique lui-même.

La guerre civile que les forces bourgeoises russes et internationales avaient imposé aux Soviets obligèrent ceux-ci à user de toutes les armes pour se défendre. Ils durent ainsi reconstruire une armée disciplinée et hiérarchisée, renforcer puissamment l'appareil étatique de coercition.

Ce renforcement qui était progressif seulement dans la mesure où il servait à défendre les intérêts et la vie de la révolution, à attaquer la classe capitaliste et ses bandes armées, devait pourtant changer de sens dès qu'à la période d'affermissement du pouvoir soviétique et d'offensive du prolétariat international, succéda un recul de la révolution en Europe.

En Russie même, après les premières années de la guerre civile, l'extrême tension des forces révolutionnaires s'affaissa dans une situation caractérisée par la famine et la paralysie économique.

Vint alors la nouvelle politique économique, préconisée par Lénine et adoptée par les Soviets, qui, en accordant une survie momentanée aux formes économiques capitalistes devait donner à l'U.R.S.S. le répit nécessaire pour attendre une nouvelle poussée ouvrière dans les autres pays.

⁂

Cependant, ce recul sur le terrain économique ne s'accompagna pas de la fermeté de positions sur le terrain politique, national et international, qui seule aurait pu sauvegarder le caractère prolétarien du régime soviétique et faciliter le développement des partis communistes dans le monde.

Dans le domaine international, la politique soviétique fut celle d'une formation hâtive de ces partis — rassemblant des éléments politiquement hétéroclites et même franchement opportunistes — et d'une « souplesse » dans la tactique qui devait permettre d'arriver plus vite à la direction des larges masses. En fait, cette politique ne conduisit qu'à la formation de partis insuffisamment préparés pour les tâches révolutionnaires et insuffisamment immunisés contre les dangers de l'opportunisme. La tactique de « souplesse » n'aboutissait, par ailleurs, qu'à des compromis confus et à des volte-face désorientants, se soldant par des défaites cuisantes (1923 en Allemagne).

Dans le domaine de la politique propre de l'Etat soviétique, celui-ci s'orienta graduellement vers des solutions « mixtes » tendant à l'établissement d'un « modus vivendi » avec les bourgeoisies étrangères en vue d'assurer le développement économique du régime. Ce développement, impossible à réaliser, dans le cadre national, sur des bases socialistes, fut désormais poursuivi en dehors de toute considération de perspective révolutionnaire ; peu à peu la machine étatique se substitua aux initiatives des soviets, peu à peu les organes de masse des travailleurs (soviets, syndicats) perdirent leurs fonctions et furent réduits au rôle d'exécuteurs aveugles des directives étatiques. La bureaucratie de l'Etat s'infiltra et pénétra tous les organismes de la vie soviétique ; le parti lui-même n'y échappa pas. Bientôt des graves symptômes de cette orientation réactionnaire se firent jour dans la répression violente des manifestations ouvrières de mécontentement (Cronstadt, grèves) tandis que dans les sphères dirigeantes s'élaborait cette idéologie qui, en détachant le « socialisme en U.R.S.S. » de la révolution mondiale, ne faisait, en fait, que substituer au Socialisme tout court un capitalisme d'Etat au seul profit des couches bureaucratiques privilégiées.

⁂

Les défaites successives qu'essuyait le prolétariat international influencèrent de manière décisive sur l'orientation de l'Etat russe. Les couches bureaucratiques exploitèrent chaque insuccès pour accentuer le caractère opportuniste ou aventuriste de la tactique de la IIIe Internationale, pour bureaucratiser à son tour celle-ci et éliminer progressivement du parti bolchévik lui-même les éléments et les tendances qui conservaient des positions tant soit peu de classe.

Ainsi en arriva-t-on, en 1927, à la défaite de la révolution chinoise trahie par les dirigeants de Moscou, à l'expulsion massive des communistes oppositionnels de l'I.C. et, en Russie, à la victoire définitive de Staline et du « socialisme dans un seul pays ».

Dès lors, la voie était toute tracée qui devait aboutir à l'entrée de l'U.R.S.S. dans la S.D.N., aux fronts populaires avec la « gauche » bourgeoise, au patriotisme et à la préparation idéologique de la deuxième guerre impérialiste.

(Suite page 4, colonne 3)

CE QU'EST DEVENU L'ÉTAT RUSSE

LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE :

Bas salaires. Logements insuffisants et malsains. Rattachement obligatoire de chaque ouvrier à une entreprise déterminée. De 5 à 10 millions de travailleurs déportés en Sibérie et dans le Nord. Travail aux pièces et au rendement. Suppression du droit de grève. Aucune possibilité d'organisation en dehors des syndicats etatisés. Aucune possibilité d'expression en dehors du parti « communiste » devenu le parti d'Etat.

LES ORGANES DE MASSE : SOVIETS ET SYNDICATS :

Les soviets réduits au rôle de rouages administratifs et de bureaux électoraux pour l'élection des candidats officiels. Participation de tous les citoyens russes aux élections des soviets : abolition de l'interdiction de vote et de candidature aux anciens bourgeois, officiers, prêtres, petits propriétaires, etc. Les syndicats transformés en organes étatiques chargés du bon rendement de la production et de l'espionnage anti-prolétarien dans les usines. Application de la politique des primes aux meilleurs producteurs et du « stakanovisme ».

LA BUREAUCRATIE CLASSE DOMINANTE:

La domination de la bureaucratie sur le prolétariat est devenue définitive. Les hauts fonctionnaires et bureaucrates de l'Etat constituent la nouvelle classe exploitrice et privilégiée en Russie. « En 1938 le personnel dirigeant de l'industrie recevait de 15 à 25 fois, et quelquefois jusqu'à 30 fois le salaire d'un ouvrier non-qualifié — en Amérique le rapport était de 1 à 8 ou 12 fois ». Les sommets de l'Armée, de la Guépéou, de l'Administration constituent l'armature politique de cette classe qui s'étend aux échelons inférieurs des couches intellectuelles, des directeurs d'entreprises et des paysans enrichis. Ils sont les propriétaires collectifs de l'économie étatisée et planifiée ; ils possèdent en propriété personnelle tous les objets de consommation dont un bourgeois occidental peut disposer : autos, appartements luxueux, villas, etc...

L'ENSEIGNEMENT :

Les vieilles méthodes capitalistes d'enseignement que la Révolution d'octobre avait aboli ont été remises en vigueur par Staline : séparation des filles et des garçons, uniformes scolaires, discipline et obéissance « prussienne » aux professeurs, exaltation des « grands faits » de l'histoire russe. L'enseignement supérieur n'est plus gratuit et les frais sont au contraire très élevés. Comme dans les pays capitalistes occidentaux, l'Etat accorde quelques « bourses d'études » aux élèves qui se sont distingués par leur obéissance, ou aux travailleurs qui ont le plus produit. Dans les Universités communistes l'enseignement de l'histoire de la révolution russe et du mouvement ouvrier international sont complètement falsifiées et l'adoration de Staline a substitué la théorie marxiste.

LA FAMILLE :

Les enseignements de Engels, Marx et Lénine sont laissés de côté, ainsi que les premières expériences tentées à ce sujet, par le régime révolutionnaire de 1917. La famille est de nouveau considérée comme le pilier de la société russe ; l'obéissance des enfants aux parents, la soumission de la femme au mari et le rôle « procréateur » de l'épouse sont devenus des principes « soviétiques ». L'avortement, que la révolution d'octobre légalisa, a été de nouveau interdit et puni des peines les plus sévères. Le droit à l'héritage — ce puissant moyen pour l'accumulation de l'argent — a été rétabli.

L'ÉGLISE :

Non seulement la lutte antireligieuse a été abandonnée, mais l'Eglise est devenue l'alliée de la bureaucratie stalinienne. Celle-ci intervient d'ailleurs dans les luttes intestines du clergé pour imposer ses créatures obéissantes. Le clergé a de nouveau le droit de voter et d'être élu à tous les postes officiels de la vie soviétique (Constitution de 36). Le chef de l'Eglise soviétique, le métropolite Serge, a été décoré et a reçu les éloges de Staline. Des aumôniers ont été nommés dans certaines unités de l'armée soviétique.

L'ARMÉE :

L'armée russe ne s'appelle plus « Armée Rouge » ; ainsi en a décidé Staline dans un récent décret. La discipline la plus sévère, le salut militaire obligatoire en dehors du service, le corps des officiers, le mess séparé, ont été rétablis. Des décorations et des drapeaux tsaristes ont été remis à certaines unités. Il n'y a plus d'élection des officiers et des commissaires par les soldats. Les différences de solde entre les soldats et les officiers sont énormes, ainsi que les avantages de toute sorte.

LE PARTI :

Le 99 % des dirigeants du Parti bolchévik en octobre 1917 ont été fusillés par Staline. Au 18e Congrès du Parti, en mars 1939, le nombre de délégués appartenant au Parti dès avant 1917 était seulement de 2,4 % ; le chiffre de ceux qui avaient adhéré en 17 (c'est-à-dire au cours de la révolution) était de 2,6 %. Au moment du 18e Congrès le Parti comptait 1.588.852 membres ; sur ce chiffre seulement 20.000, c'est-à-dire 1,3 % appartenaient au parti depuis 1917 ou avant. Mais en 1918 le Parti comprenait 260.000 à 270.000 membres, en majorité jeunes. En supposant qu'un quart ait été tué pendant la guerre civile — évaluation un peu forte — cela donnerait environ 200.000 survivants à l'époque du 18e Congrès (1939). Mais il n'en est resté que 20.000 au Parti — les neuf dixièmes avaient disparu entre 1934 et 1939. Que sont-ils devenus ? *Ils ont suivi le même chemin que Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Trotsky,* c'est-à-dire : *assassinés par Staline.*

Après de semblables épurations, il n'est pas étonnant que le Parti d'aujourd'hui n'ait plus rien à voir avec celui de Lénine en 17-23. Le Parti actuel est en Russie ni plus ni moins ce que les partis nazi ou fasciste étaient en Allemagne et en Italie : le pivot de l'exploitation étatique des travailleurs et la pépinière des aspirants-bureaucrates.

LA GUERRE :

En 1935, la Russie est entrée dans la S.D.N. — que Lénine appelait « la caverne des brigands ». En septembre 1939 elle s'est emparée d'une partie de la Pologne, amicalement partagée avec Hitler. En 1939-40, elle « s'est sentie attaquée » par la minuscule Finlande et a pris une partie de celle-ci. Enfin, en 1941, elle est entrée en guerre aux côtés des impérialismes anglais et français, plus tard de l'Amérique, pour le nouveau partage du monde. Elle a contribué puissamment à entraîner le prolétariat mondial dans cette prétendue guerre « antifasciste » qui a coûté aux seuls travailleurs russes plus de 15 millions de morts.

L'IMPÉRIALISME :

Actuellement la Russie est un des Trois Grands impérialismes qui dominent le monde. Elle s'est annexée en fait la Roumanie, la Bulgarie, les Etats Baltes, la Finlande et la Pologne. Elle a comme satellites les plus proches : la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Hongrie et la partie de l'Allemagne qu'elle occupe. Elle influence, avec plus ou moins de force, la Suède et l'Iran. Dans tous les pays qu'elle occupe elle collabore non seulement avec les couches bourgeoises et défend les intérêts de ces couches contre le prolétariat, mais utilise comme hommes de main des réactionnaires et des ex-fascistes ; importe des méthodes esclavagistes de travail et les raffinements policiers les plus modernes.

Tout autant que l'Amérique ou l'Angleterre on peut la considérer aujourd'hui comme une des forces principales de la contre-révolution capitaliste.

AMI LECTEUR,

SOUTIENS « l'Internationaliste » qui ne vit que par le sacrifice des militants. Ses possibilités de développement pour continuer à affirmer des positions révolutionnaires et internationalistes dépendent donc de toi. Il faut nous aider financièrement : souscris dès maintenant.

INFORME le journal « L'Internationaliste » ne deviendra réellement vivant que lorsque nous recevrons des informations de tous les centres ouvriers, des articles pouvant être insérés dans une « Tribune libre ».

DIFFUSE cet organe si tu es d'accord avec lui. Nous enverrons pour le début de la diffusion des numéros gratuits. Envoie-nous des adresses de lecteurs probables auxquels nous ferons l'envoi de plusieurs numéros et qui seraient susceptibles de s'abonner. Trouve-nous également des dépositaires de journaux acceptant de vendre notre journal et envoie-nous leurs adresses.

ABONNE-TOI et fais abonner tes camarades. C'est le meilleur moyen d'assurer la vie du journal qui paraîtra prochainement comme bimensuel.

PRENDS CONTACT avec notre mouvement. Dans l'immédiat où nous n'avons pas encore de siège, il suffit de nous écrire à notre Boite Postale en envoyant ton adresse pour que nous puissions te convoquer à des réunions d'information locales ou te mettre en contact avec un camarade responsable.

JEUNES ET SYMPATHISANTS, un Cercle d'Etudes Marxistes fonctionne déjà. Tous les camarades désirant y participer doivent nous écrire en mentionnant leur désir d'en faire partie afin que nous puissions leur communiquer le programme d'études et les convoquer aux réunions. Première réunion : le 25 octobre, à 19 heures.

TOUT ARGENT doit être envoyé, par mandat-carte, à :
R. HIRZEL, 124, rue Marius-Aufan, LEVALLOIS (Seine)

TOUTE CORRESPONDANCE à :
Mademoiselle B. POMMIER, Boîte Postale n° 61, LEVALLOIS (Seine)

RÉPONSE A DEMAZIÈRE

C'est une contradiction très courtoise que le camarade Demazière, au nom du parti trotskyste, a apporté à notre réunion publique du 27 septembre.

Parlant devant un auditoire de militants ou de sympathisants révolutionnaires, son langage contrasta étrangement avec celui du parti trotskyste lorsque celui-ci organise sa propagande électorale sans souffler mot de deux questions essentielles : la deuxième guerre impérialiste et la question de l'U.R.S.S., si ce n'est pour parler de sa défense. Demazière à affirmé que les trotskystes avaient été et seraient toujours pour le défaitisme révolutionnaire en cas de guerre. L'heure tardive ne nous a pas permis d'apporter un démenti suffisant à ce que nous considérons comme une déclaration.

Nous savons très bien, et c'est la caractéristique de tous les partis centristes, que le parti trotskyste qui a un pied dans le camp de l'internationalisme et un autre dans celui du social-patriotisme peut apporter de multiples citations ou écrits confirmant les dires de Demazières. Mais les quelques citations suivantes, choisies parmi bien d'autres, montrent que le parti trotskyste, malgré ses allures gauchistes, a déserté la voie du défaitisme révolutionnaire.

I. — Réponse de L. Trotsky à la question : « Que feriez-vous en cas de guerre ? » (Vérité N° 2 — organe théorique du P.C.I., juin 38, pages 75-76).

Question : Que diriez-vous à la classe ouvrière française relativement à la défense de l'Union soviétique ?

Trotsky : « En France, je resterai en opposition au gouvernement et développerais systématiquement cette opposition. En Allemagne, je ferais n'importe quoi pour saboter la machine de guerre. Ce sont deux choses différentes.

II. — « Programme transitoire » de 1938 (édition 1944, p. 17). « Tactique dans les pays alliés de l'U.R.S.S. dans la guerre ».

« ...boycott et grève dans certains cas, renoncement au boycott et à la grève dans d'autres... ».

III. — « Où va l'Angleterre », « La Vérité », du 23 août 1943.

« Le Labour Party au pouvoir ! sur le programme suivant :

1) Envoi immédiat d'armes et de

(Suite page 4, colonne 2)

LA FORMATION DU PARTI DE CLASSE

HIER, NON AUJOURD'HUI, OUI

Nous avons appelé les ouvriers, les plus conscients, à former le parti de classe. Et cet appel, nous l'avons renouvelé dans ce journal et dans chaque réunion où il nous a été possible de nous exprimer. Parfaitement. Nous ajoutons même que notre organisation va travailler de toutes ses forces à cette formation du parti.

Cependant, jusqu'à et pendant cette guerre, nous pensions et nous affirmions que la formation du parti n'était pas possible. Pourquoi ce changement de position, pourquoi hier, non et aujourd'hui, oui ?

Nous ne pouvons donner qu'une brève réponse à cette question, mais les occasions ne manqueront pas qui nous permettront de développer nos arguments.

Jusqu'en septembre 1939, le rôle de l'avant-garde communiste internationaliste ne pouvait être que de lutter contre le courant qui, dans tous les pays, entrainait le prolétariat vers la guerre. Cette lutte politique contre le courant, c'est-à-dire en France contre le Front populaire, se doublait d'un travail d'étude théorique dont le but était de comprendre les profonds changements survenus dans la structure des impérialismes, y compris notamment l'impérialisme russe, né de la transformation progressive de l'Etat soviétique issu de la Révolution de 1917.

Pendant la guerre, la tâche des communistes internationalistes fut encore plus réduite. Tout en restant à l'affût des plus petites manifestations d'un réveil de la lutte de classe, pour essayer de les développer, il s'agissait surtout de maintenir en vie les quelques noyaux de militants ayant conservé une conscience de classe inaltérable et de rechercher le contact des rares éléments s'orientant, au cours même de la tourmente, vers des positions internationalistes et prolétariennes.

Cela, pour nous, c'était hier ; c'était le Front populaire, l'anti-fascisme, la défense de l'U.R.S.S., la Résistance. Et, bien entendu, de la formation du parti de classe, il ne pouvait être question.

Qu'y a-t-il donc de tellement changé depuis cette période que nous puissions dire : la tâche des militants d'avant-garde est d'appeler la classe ouvrière à former son parti de classe ?

Il ne suffit évidemment pas de déclarer : la guerre est finie, une autre période historique s'est ouverte. Car, effectivement, la fin de ce deuxième grand conflit mondial n'a pas amené la vague révolutionnaire que l'exemple de l'autre fin de guerre nous permettait d'espérer. Et, dix-huit mois après l'arrêt des hostilités, la situation générale, internationale aussi bien que nationale, évolue manifestement vers des horizons bien noirs.

Les rivalités des impérialismes se manifestent si crûment à l'occasion des discussions des traités de paix que le spectre d'une nouvelle guerre est là devant nous. Ayant fonctionné à plein pour la guerre, l'économie des grands Etats impérialistes ne parvient pas à se reconvertir en économie de paix. Et tous ces impérialismes s'orientent vers un totalitarisme auquel le capitalisme d'Etat russe sert de modèle, ce qui permet à beaucoup d'émettre l'hypothèse que cette marche au capitalisme d'Etat se poursuivra universellement, avec l'appui de la majorité du prolétariat, acquise aux idées de nationalisations, contrôle ouvrier, augmentation de la production, solidarité nationale, etc...

Dans ces conditions, où donc entrevoir les possibilités de la naissance d'une vague révolutionnaire stoppant le cours vers la guerre et ouvrant la perspective de la seule issue salvatrice : la Révolution socialiste ?

Notre formation marxiste et notre expérience de militants nous ont appris à rechercher les différents facteurs contradictoires d'une situation. Et c'est ce qui nous permet, dans le sombre tableau de la situation présente que nous venons de tracer, de dégager ce qui, malgré tout, a changé entre hier et aujourd'hui, et ce sur quoi nous basons notre opinion que la formation du parti de classe est une tâche à entreprendre maintenant.

Ce qu'il y a de nouveau depuis l'année dernière, c'est le développement lent, mais indubitable, d'un courant contraire à celui qui a entraîné les ouvriers dans la guerre et dans l'effort de la reconstruction capitaliste. Une cassure s'est amorcée entre les dirigeants politiques et syndicaux, staliniens, socialistes, réformistes, et une partie des travailleurs.

En France, des grèves, notamment celle des postiers, des manifestations politiques comme celle de Cherbourg, jalonnent la croissance de la réaction contre l'emprise des traîtres. Oh nous sommes loin encore d'une réaction parfaitement consciente et de mouvements présentant un caractère de classe absolument net ! Mais peut-il en être autrement ? Evidemment pas. Il va falloir beaucoup de grèves et beaucoup d'autres heurts de classe pour que les travailleurs comprennent. Mais les difficultés mêmes que rencontrent les impérialismes pour réorganiser leur économie sont une garantie que ces batailles auront lieu. Et comme à chaque étape de leur action défensive, les ouvriers trouvent contre eux l'Etat et leurs dirigeants politiques et syndicaux, le divorce amorcé ne pourra que s'approfondir. Peu à peu, plus nombreux seront les travailleurs qui se libéreront des mots d'ordre tendant à les asservir au capitalisme. Même les idéologies qui préparent la voie au capitalisme d'Etat, et nous y incluons le trotskysme, ne pourront résister aux enseignements que les ouvriers tireront de leur lutte contre leurs exploiteurs, patrons ou dirigeants des entreprises nationalisées.

Le capitalisme d'Etat ne s'instaure pas en quelques mois, même si ses bénéficiaires recourent à la violence. Et les ouvriers, en plus de ce qu'ils ont appris par les exemples allemand, italien et même russe, vont probablement bénéficier d'assez de temps pour apprécier les beautés de ce totalitarisme, avant que celui-ci ne soit solidement établi. En France, par exemple, le tripartisme, imposé par la faiblesse de notre impérialisme qui doit admettre l'existence de partis représentant l'influence de ses plus grands rivaux, ce tripartisme ne peut permettre qu'une marche assez lente vers le capitalisme d'Etat. L'édifice qu'on construit n'est pas sans fissures. Et ces fissures provoquées par la concurrence des partis sont autant d'autouts pour le prolétariat.

Certes, les perspectives offertes par la situation restent sombres. Qu'un mouvement révolutionnaire se dessine dans un pays, Italie, Espagne ou France par exemple, et la solidarité de classe qui unit les impérialistes par dessus leurs antagonismes jouera à plein. Nous en avons eu la preuve en 1936 avec l'Espagne. Nul doute d'ailleurs que l'Etat russe sera encore à l'avant-garde de la contre-révolution, intervenant soit directement avec son armée, soit indirectement par l'action des partis dits communistes. Mais de tels événements ne feront qu'accélérer le développement de l'idéologie révolutionnaire dans les masses, en rendant définitive la rupture de ces dernières avec ceux qui réussissent encore à les berner.

La possibilité de la formation du parti révolutionnaire dépend essentiellement du recul de l'idéologie dominante dans le prolétariat, recul qui va de pair avec la croissance du courant révolutionnaire. Un tel changement se prépare sous nos yeux. Sachons le percevoir et en accélérer le rythme par notre travail politique.

Si jusqu'à maintenant, et malgré les trahisons répétées de l'Etat soviétique et des partis communistes, seuls quelques militants avertis et en pleine maturité politique purent se détacher du stalinisme, individuellement ou par petits groupes, il n'en est plus de même aujourd'hui. Déjà en France l'expérience du Front populaire avait provoqué le début d'une rupture avec de plus larges couches de militants. La guerre stoppa ce processus. Actuellement, il a repris, et il s'accélèrera car les dirigeants staliniens ont fait le pas décisif : ils ont participé au gouvernement, ils se sont incorporés à l'Etat exploiteur et ils se compromettent chaque jour davantage aux yeux des masses.

Pour le moment, c'est surtout vers les anarchistes, les syndicalistes, et les trotskystes, que s'orientent les ouvriers qui rompent avec le stalinisme, parce que les positions de ces tendances correspondent assez bien à la confusion très provisoire dans laquelle se trouve tout ouvrier qui se décroche de l'emprise des traîtres. Mais ce ralliement peut n'être que transitoire si nous faisons notre devoir de révolutionnaires en propageant toujours plus largement nos positions politiques, et en nous liant plus étroitement aux mouvements qui auront lieu.

Le cadre trop étroit de cet article ne nous permet pas d'aborder d'autres questions concernant le parti, notamment celles de son contenu, de son rôle, de son activité dans la période actuelle.

Nous dirons simplement que notre but est de convaincre les meilleurs militants de la classe ouvrière, de les rassembler et de les aider dans leur formation politique. Nous n'y parviendrons que dans la mesure où nous continuerons le travail d'élaboration théorique auquel nous avons toujours sacrifié une partie importante de nos efforts.

Si le parti se forme, il se limitera probablement longtemps encore à une activité de propagande, car pour jouer un rôle déterminant dans l'action de la classe ouvrière, il lui faudra attendre que mûrissent des conditions plus propices à une poussée révolutionnaire.

A toutes ces questions, nos camarades du Parti Communiste Internationaliste d'Italie s'efforcent de répondre concrètement. Ils nous donnent l'exemple de ce qui peut être fait. Cet exemple, nous le suivrons.

H. CHAZE.

Exploités et Exploiteurs

Lutte de classe au Japon

Après la grande grève des marins, les ouvriers et employés de la presse et de la radio se sont mis en grève.

Les mineurs et les ouvriers des centrales électriques menacent de déclencher une grève générale de solidarité.

L'écroulement de l'impérialisme japonais et les conditions de vie extrêmement misérables des masses ont mis en mouvement le prolétariat japonais qui est très nombreux et concentré dans des grands centres industriels.

Le mouvement syndical, qui était pratiquement inexistant avant la guerre, se développe et s'étend rapidement. Au début de mai, de cette année, 1.900.000 travailleurs étaient déjà organisés dans les syndicats.

Le général Mac Arthur, dictateur de fait du Japon, qui a conservé l'empereur Hiro-Hito au pouvoir, essaye de briser, en accord avec les capitalistes japonais, les mouvements revendicatifs par la réquisition forcée des ouvriers et l'emploi de la violence. Par ailleurs, dans les sommets des syndicats, deux tendances commencent à se faire jour : l'une orientée vers une entente pacifique avec les patrons en vue d'un relèvement économique sous l'égide de l'Amérique ; l'autre manifestant des sympathies pro-russes.

Des grandes difficultés attendent les travailleurs japonais, mais leur lutte est déjà commencée.

Aux U.S.A., les grèves continuent

Les grèves continuent à se développer un peu partout aux Etats-Unis. Une nouvelle grève des marins et des dockers a commencé le 1er octobre et n'est pas encore terminée à ce jour. Les employés d'hôtel sont en grève à Washington.

A Hollywood, 2.000 grévistes des industries cinématographiques attendent de passer un jugement, accusés d'avoir enfreint un ordre des autorités interdisant la formation de piquets de grève.

A la Compagnie d'électricité « Duquesne », dont les employés ont cessé le travail depuis vingt-deux jours, il y a eu un sabotage qui entraînera la fermeture d'un nombre considérable de circuits électriques.

La crise politique s'aggrave en Italie

Le rôle du tripartisme en Italie a été de permettre à l'Etat bourgeois de se renforcer et de préparer, derrière le rideau des bavardages démocratiques, les conditions de la renaissance capitaliste.

Malheureusement pour le Gouvernement et les partis qui y participent, la situation économique désastreuse pousse les ouvriers non seulement à manifester sur le terrain des revendications économiques, mais aussi à rompre avec les représentants du tripartisme.

La crise intérieure qui secoue, depuis quelque temps, les deux grands partis pseudo-ouvriers — socialiste et stalinien — est une des plus claires manifestations de cette rupture. Dans le parti national-communiste, le parti connu jusqu'aujourd'hui comme le plus centralisé et discipliné, les organes dirigeants, surpris par ce phénomène de désagrégation interne, n'osent plus défendre l'unité du parti avec les méthodes traditionnelles de terreur disciplinaire, mais essayent plutôt de convaincre les mécontents des fractions dernièrement constituées.

D'autre part, les mouvements de la classe ouvrière revêtent une importance et une violence croissantes. Le plus petit incident se transforme rapidement en agitation contre le gouvernement et la politique de paix sociale. A Mestre, le 10 septembre, une manifestation de chômeurs, grossie par les ouvriers des chantiers qui se solidarisent avec les sans-travail, occupe les rues et les places ; n'obtenant pas le retrait des voitures blindées que la police a envoyées sur les lieux, les manifestants prennent d'assaut les voitures, assiègent le commissariat de police où se trouvaient des travailleurs arrêtés, désarment les agents et emportent les armes. Peu après, ils prennent d'assaut la caserne des « carabiniers » (gendarmes). Le chef stalinien Crosara, qui tente de prêcher le calme risque d'être écharpé par les ouvriers.

Cet exemple, pris parmi bien d'autres, a encore été confirmé dernièrement par les événements de Rome. Dans la capitale romaine plusieurs milliers d'ouvriers menacés de chômage, auxquels s'étaient adjoints d'autres travailleurs en signe de solidarité, ont manifesté devant le Palais du Gouvernement. Après avoir brisé les cordons de police, ils ont envahi le siège du Conseil des ministres, bousculant le chef socialiste Nenni qui voulait les calmer ; la manifestation a pris alors un caractère très violent : la bataille entre la police, qui est intervenue avec des tanks, et les ouvriers qui ripostaient avec des armes prises aux policiers, a duré plusieurs heures.

C'est dans cette situation de tension et de troubles sociaux que notre mouvement d'Italie — le Parti Communiste Internationaliste — voit ses cadres se renforcer et devient le centre de l'attention prolétarienne.

La dégénérescence de l'Etat prolétarien soviétique

(Suite de la troisième page)

Pourtant nous ne pensons pas que l'expérience de dictature du prolétariat en Russie puisse mettre en cause les principes fondamentaux du marxisme et les conceptions essentielles de Lénine.

Nous voyons, au contraire, dans la victoire d'octobre 1917 la confirmation éclatante de ces principes : nécessité de la violence pour détruire le capitalisme, nécessité d'une avant-garde ouvrière armée d'une théorie révolutionnaire et solidement organisée en parti de classe ; politique indépendante et refus de tout appui à la démocratie bourgeoise, critique impitoyable des conceptions social-démocrates et centristes, attitude défaitiste vis-à-vis de la guerre impérialiste et de « la défense nationale » nécessité d'une dictature des ouvriers en armes, organisation et centralisation du pouvoir politique prolétarien. Toute l'expérience de lutte et les conceptions essentielles du bolchévisme jusqu'à la prise du pouvoir, restent pour nous valables.

C'est à partir du moment où le Parti et l'Etat ouvrier se sont trouvés devant les problèmes très complexes de la gestion de la société, des rapports du Pouvoir soviétique avec la classe ouvrière internationale, problèmes dont la solution ne pouvait s'appuyer sur aucun précédent historique, que Lénine et les bolchéviks ont commis des erreurs et des fautes et ouvert ainsi la voie à la dégénérescence de la révolution.

Sans prétendre épuiser le problème (et en laissant pour le moment de côté le problème de la tactique de l'I.C., car cela mériterait tout un chapitre à part) nous pensons qu'il est toutefois possible de tirer certaines leçons de cette deuxième période de l'expérience russe.

En effet, celle-ci a mis en évidence et confirmé à jamais cette position que le socialisme dans un seul pays est irréalisable, que l'isolement d'un pays où le prolétariat aurait pris le pouvoir doit, tôt ou tard, l'entraîner dans le giron du capitalisme. D'où la nécessité d'orienter TOUTE la politique de l'Etat ouvrier vers l'extension de la révolution dans les principaux pays avancés.

L'expérience russe nous a appris, en deuxième lieu, que si la concentration des moyens de production dans les mains de l'Etat et la planification de l'économie peuvent constituer, sous le contrôle du parti et des masses, une étape dans la marche de la révolution, ces mesures ne sont pas, en elles-mêmes, des mesures socialistes. Elles n'expriment, en réalité, qu'une concentration nécessaire à la technique et la production modernes — vers laquelle tendent d'ailleurs les nations capitalistes les plus avancées — et restent dans les limites d'un capitalisme d'Etat à propriété non-privée.

La dictature du prolétariat doit offrir la plus large place au contrôle et à l'initiative des travailleurs, à l'intervention directe de la classe ouvrière dans la gestion et la direction de l'économie et même et surtout, à la lutte de cette classe contre les survivances capitalistes de l'économie et les tendances bureaucratiques de l'appareil étatique.

La révolution russe nous a également appris que si la dictature du prolétariat est, en fait, sinon dans les mots, le gouvernement du parti qui a conduit la classe ouvrière à la victoire, ce parti lui-même n'est garanti contre une dégénérescence ultérieure ni par une vertu supérieure, ni par sa tradition révolutionnaire, mais seulement par l'extension mondiale de la révolution.

Le régime prolétarien ne doit pas employer la violence pour réduire des manifestations hostiles de couches prolétariennes. Ces manifestations ne peuvent signifier, en effet, que la décroissance de la révolution ou bien la déviation du parti sur un terrain opportuniste. Dans l'un comme dans l'autre cas, ce n'est pas l'emploi de la violence qui peut y changer quelque chose, mais une modification soit dans l'esprit des masses, soit dans l'orientation du parti. Cette modification dépend, en premier lieu, d'un changement du rapport de forces en faveur de la révolution et ne peut se déterminer que sur le terrain international, au travers de l'intervention du prolétariat des autres pays.

Une dernière leçon est celle qui concerne la défaite d'une révolution prolétarienne qui peut intervenir non seulement par une contre-attaque brutale — armée — de la bourgeoisie, mais également à travers une longue période de régression qui détruit progressivement les caractéristiques et les conquêtes révolutionnaires. Dans ce cas l'attitude marxiste ne sera pas d'attendre l'avènement de cette contre-révolution armée et, dans cette vaine attente, de défendre, sur la foi de symboles extérieurs (résidus de la révolution vaincue), un Etat dont la nature de classe a déjà radicalement changé, mais de dénoncer celui-ci comme un bastion de plus du capitalisme mondial.

A. VEGA.

RÉPONSE A DEMAZIÈRE

(Suite de la troisième page)

matériel à l'U.R.S.S. sous le contrôle des syndicats et des comités d'usine.

8) Epuration de l'Armée...

9) Etablissement d'écoles militaires des Trade Unions aux frais de l'Etat pour l'instruction d'officiers ouvriers.

12) Sur la base de ce programme, appel aux ouvriers d'Allemagne et d'Europe pour les inviter à se joindre à la lutte socialiste (!!) contre Hitler. »

IV. — « Message du S. W. P. » « IVe Inter. » N° 14-15, p. 30.

« La participation des bolchéviks-léninistes français au soulèvement de Paris du mois d'août... autant de belles promesses pour l'avenir du trotskysme en Europe ».

V. — « La Vérité », N° 28, 1942.

« Pour le prolétariat international, le front soviétique est aujourd'hui plus que jamais le seul qui compte ; sa tâche dans ce cadre est double : le prolétariat des pays démocratiques doit se mobiliser pour imposer l'envoi d'avions, de canons, de tanks, de munitions aux armées soviétiques : le prolétariat des pays opprimés par le fascisme doit empêcher que des armes ou du matériel parviennent aux armées de la contre-révolution ».

VI. — La brochure « La lutte des trotskystes sous la terreur nazie » serait toute à disséquer. Mentionnons la participation des trotskystes au maquis, aux F.T.P. nationalistes, glorifiant de singuliers défaitistes révolutionnaires lieutenants du Groupe Tactique de Lorraine ou agents de renseignements du 5e Bureau français. C'est aussi le fac-similé d'une lettre attestant les bons et loyaux services rendus par le P.C.I. à la Résistance ou encore la lettre à Albert Bayet, réclamant la parution de « La Vérité » « premier journal résistant ».

En ce qui concerne la question russe voici un échantillon.

I. — « IVe Inter. » N° 4-5, février-mars 44, p. 13.

« Le prolétariat russe et le prolétariat international peuvent et doivent lutter *côte à côte avec la Bureaucratie* pour la défense de l'Etat ouvrier... »

« Les nécessités de la défense de l'U.R.S.S. influent sur la mise en œuvre de la révolution politique et impliquent aujourd'hui *le front unique avec la partie thermidorienne de la bureaucratie...* »

Adressez toute la correspondance à :

Mlle B. POMMIER

Boîte Postale N° 61

LEVALLOIS (Seine)

LES TRAVAILLEURS ANNAMITES trahis par leurs chefs

Le 25 avril 1946, une « adresse aux délégués du gouvernement de la République du Viet-Nam » signée par la IVe Intenrationale, saluait comme un succès l'accord du 6 mars conclu par le gouvernement français et Ho-Chi-Minh,, en disant : « Le gouvernement français a dû battre en retraite et signer avec le gouvernement Ho-Chi-Minh l'accord du 6 mars dernier ».

En fait de retraite du gouvernement français, ce n'était qu'une manœuvre qui permit aux troupes françaises de pénétrer dans les territoires occupés par les rebelles, sous le prétexte d'une coopération future entre la France et la République du Viet-Nam.

Depuis, nous avons vu que le gouvernement français, fidèle défenseur des intérêts de l'impérialisme, ne voulait rien lâcher (même d'un gouvernement annamite bourgeois) ; nous avons vu l'échec de la conférence de Fontainebleau et finalement la capitulation de Ho-Chi-Minh acceptant les conditions du « socialiste » impérialiste Marius Moutet.

En réalité ce sont les révolutionnaires annamites qui ont été trahis, pour le reste les bourgeois annamites se sont « arrangés » avec une bourgeoisie plus forte.

Dans un pays colonial tel que l'Indochine où les tendances nationalistes sont exacerbées par un asservissement sans merci, par une exploitation atroce de la part des colons, par les châtiments corporels et l'esclavage de fait, le colon français apparaît non seulement comme un ennemi national mais comme un ennemi de classe : c'est lui le capitaliste.

Dans l'esprit des travailleurs la lutte pour la libération du joug colonial est également la lutte contre l'exploitation capitaliste.

Toutefois, l'Indochine n'est pas uniquement composée de coolies. Quoique très faible, y existe une bourgeoisie terrienne et administrative. Il y a des intellectuels qui possèdent une formation acquise dans les universités européennes.

Ces couches bourgeoises, et une partie de ces intellectuels, veulent se libérer de l'occupation coloniale, non seulement pour acquérir une liberté formelle, mais surtout pour mettre en valeur leur pays à leur profit, sur une base capitaliste. Cette bourgeoisie très faible ne peut prendre le pouvoir qu'avec l'appui des couches travailleuses, mais une fois au pouvoir elle ne peut s'y maintenir que si elle possède une force militaire suffisante pour consolider leurs privilèges contre les travailleurs qui voudraient aller plus loin. C'est pourquoi elle est allée chercher cette force là où elle existe, en Indochine : c'est-à-dire chez son ennemie d'hier; dans l'armée coloniale de l'impérialisme français, avec lequel elle signa un compromis.

Les révolutionnaires annamites qui ont cru bien faire en acceptant de combattre pour les objectifs bourgeois ont été trahis, puis combattus, par ces mêmes bourgeois, comme on le voit actuellement. En effet, les troupes régulières du Viet-Nam réduisent actuellement les groupes révolutionnaires aux côtés des troupes coloniales françaises.

On pourrait peut-être objecter que Ho-Chi-Minh n'est pas un bourgeois mais un membre de feue la « IIIe Internationale ». Mais il faut alors comprendre que les intérêts de la Russie stalinienne sont aujourd'hui liés à ceux de la bourgeoisie en général chaque fois qu'il s'agit d'empêcher des mouvements révolutionnaires prolétariens. Il ne faut pas oublier que les partis « communistes » sont maintenant dans le monde entier les meilleurs défenseurs de la paix sociale.

C'est pour ces raisons que nous devons dénoncer le mot d'ordre de la « IVe Internationale » trotskyste qui a affirmé à plusieurs reprises, dans des textes spéciaux pour les annamites (tels l'adresse du 25 avril) et également dans « La Vérité », son soutien au gouvernement Ho-Chi-Minh. Dans l' « adresse du 25 avril » les trotskystes envoient leurs « souhaits de bienvenue » au gouvernement de Ho-Chi-Minh, dans plusieurs numéros de leur organe ils ont appelé les travailleurs annamites à rallier le drapeau de ce gouvernement. Et ceci alors qu'existaient encore des groupes révolutionnaires annamites; tels les bataillons « Cam-Tu ».

Il faut en finir avec ce leurre du « droit d'un peuple colonial à disposer de lui-même » lorsque l' « indépendance totale » qu'il réclame, il compte la conquérir en soutenant sa propre bourgeoisie.

En vérité, les forces révolutionnaires ne doivent jamais pactiser avec la bourgeoisie. Aux colonies comme ailleurs, seule l'action révolutionnaire autonome du prolétariat et des couches exploitées pourra réaliser la seule libération qui puisse exister : la révolution socialiste.

DUVAL.

MISE AU POINT

Nous avons reçu une lettre du camarade Gallienne, du P.C.I., dans laquelle il nous prie de rectifier une information que nous avions donnée, dans le précédent numéro de ce journal, à propos de la tendance Guérin du Congrès trotskyste.

Cette tendance, en effet, n'a jamais défendu la position de « l'instruction militaire sous le contrôle des instituteurs », comme nous l'avions dit dans notre article. Elle s'oppose, au contraire, à tout mot d'ordre « d'instruction militaire ».

Nous donnons bien volontiers satisfaction au camarade Gallienne et nous excusons de cette erreur due à une mauvaise interprétation.

DEMANDEZ

LA PLATE-FORME POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE D'ITALIE

Brochure imprimé - 32 pages - 25 Frs.

TROIS COMMENTAIRES

Le régime du peuple

Depuis quelques jours « L'Humanité » nous abreuve d'un copieux reportage sur le paradis que serait la « République populaire bulgare ». Nous croyons intéressant de compléter ses articles en parlant un peu des actuels dirigeants de cette République satellite de la Russie. Du Président du Conseil des ministre, Simon Georgiev, et du ministre de la Guerre, Veltchew, par exemple.

Simon Georgiev est l'auteur du « coup d'Etat de Tsankov » en 1923 et le principal responsable des massacres opérés par la bourgeoisie bulgare contre les travailleurs et les militants communistes pendant de longues années. Chef de l'organisation fasciste « Union secrète des officiers de l'armée » il fut le promoteur, en 1934, d'un nouveau coup d'Etat qui aboutit à l'instauration d'un Etat corporatif à l'image du fascisme mussolinien. Quant à Veltchew c'est un de ses collaborateurs dans ces événements.

Voici les gens qui président aux destinées de la « République populaire bulgare », les gens qui, bras-dessus, bras-dessous, avec les chefs staliniens, Dimitrov et Kolarov, poursuivent aujourd'hui la même répression anti-ouvrière qu'ils commencèrent, voici quelques années, avec l'aide des fascistes bulgares : des militants ouvriers éprouvés sont maintenant arrêtés et déportés par la nouvelle Guépéou fasciste-stalinienne, les travailleurs vivent sous un régime de terreur... C'est ce que «l'Humanité » appelle le « régime du peuple » !

Le contrôle des prix aux U.S.A.

Nous lisons dans les journaux du 16 octobre : « Un des derniers barrages dressés aux U. S. A. contre l'augmentation des prix vient de s'effondrer. Le Président Truman, s'adressant par radio au peuple américain, a annoncé hier la suppression immédiate du contrôle des prix de la viande ». Viennent ensuite les lamentations du Président qui se plaint des « quelques hommes du Congrès qui sont au service d'intérêts égoïstes et qui se sont acharnés depuis un certain temps à abolir le contrôle des prix, quel que puisse être le coût de cette mesure pour le peuple américain ». Ce qui ne l'a pas empêché, bien entendu, de donner satisfaction « aux intérêts égoïstes » en supprimant ce contrôle. Mais on est à la veille d'élections en Amérique et... il faut bien se justifier !

En réalité, la bourgeoisie américaine tâche de maintenir le volume gigantesque de ses profits qu'elle a développés pendant la guerre. Devant les revendications ouvrières auxquelles elle se voit parfois contrainte de céder, elle se rattrappe en augmentant les prix des marchandises. C'est connu ; la bourgeoisie français n'agit pas autrement.

Ces expériences doivent faire comprendre aux travailleurs d'Amérique et d'Europe qu'il ne suffit pas de poser des revendications sur un terrain purement économique, car là ils seront, tôt ou tard, battus. Il faut passer à la lutte frontale contre les capitalistes et leur Etat ; c'est-à-dire au terrain politique et révolutionnaire de lutte. Il n'y a pas d'autre solution.

Fin de la plus grande comédie du siècle

C'est du procès de Nuremberg que nous voulons parler. Le 17 octobre Goering et Cie auront été pendus.

Nous avions déjà annoncé l'imposture qu'a été ce procès : en jugeant une vingtaine de gangsters nazis, la bourgeoisie internationale a voulu se débarrasser de toute responsabilité dans le déclenchement de la dernière guerre mondiale. Le but du procès était justement là : faire croire à l'opinion publique que si, pendant six ans, la guerre a fait rage dans le monde, la faute en incombait UNIQUEMENT aux nazis et au peuple allemand en général.

En fait, les juges ont exprimé encore un autre souci de la bourgeoisie: démontrer aux capitalistes allemands qu'il ne s'agissait nullement de les frapper en tant que classe. C'est pourquoi on a pris soin d'établir différentes peines pour les accusés. La mort pour les « vedettes » nazies les plus connues, des peines inférieures pour les représentants de l'industrie — Speer — et de la diplomatie — Neuhrat — qu'on ne pouvait tout de même pas acquitter ayant été, eux aussi, des fervents nazis. Et enfin, en gage de bonne volonté vis-à-vis des capitalistes d'outre-Rhin, l'acquittement pour trois accusés ; dont deux représentant parfaitement les classes supérieures allemandes : Von Papen, la diplomatie classique, Schacht, les finances et l'industrie.

Les travailleurs français ne se laisseront pas tromper par cette comédie qui a vu les impérialistes assassins des cent trente mille brûlés vivants de Hiroshima, les massacreurs de Grèce et des Indes, les soutiens de Franco et de Salazar, s'arroger le droit de juger d'autres assassins, nazis, ceux-là.

On a donné la corde à Goering et Cie... Bon débarras ! mais il en reste encore pour pendre les capitalistes de tous les pays qui ont poussé à la mort des dizaines de millions de travailleurs dans la dernière guerre.